

**Pas de magouilles,
la proportionnelle intégrale !**

Rouge

Nicaragua

Un peuple lutte pour sa liberté

p 12-13

M1578 N° 1153 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

29 mars au 4 avril 1985

Crimes racistes, ça suffit !

A Menton, le 20 mars, le racisme a, une nouvelle fois, montré son visage monstrueux. Un Marocain de vingt-six ans est tombé sous les balles de deux Dupont-la-joie, dont l'un se vante d'appartenir au Front national. Un nouveau nom s'ajoute à une liste déjà si longue que le plus grand danger serait de s'habituer. Or, le racisme n'a rien de banal, de naturel. Il est avant tout le produit d'un climat savamment entretenu, des années durant, par la droite et le patronat.

On a voulu faire des immigrés les boucs émissaires d'une crise dont ils sont pourtant les premières victimes. On a honteusement assimilé délinquance et couleur de la peau.

A présent, un Le Pen en tire les bénéfices en implantant son parti d'inspiration vichyste et xénophobe. Mais le racisme ne s'arrête jamais aux mots. Il débouche toujours sur la violence et les ratonnades. Encouragés par la banalisation d'un discours, encouragés par les scores de l'extrême droite, encouragés par la passivité et l'indifférence de la gauche, des sbires se croient autorisés à passer aux actes. C'est ainsi que l'infection gagne le corps social, que le cancer de la division se développe dans l'opinion populaire.

Réagir. Seul ce mot d'ordre compte. Par dizaines de milliers, des jeunes et des travailleurs l'ont compris. En manifestant contre les meetings de Le Pen, en soutenant les marches antiracistes de l'hiver 1983 et 1984, ils ont jeté les bases d'un courant de masse pour l'unité Français-immigrés.

La diffusion à trois cent mille exemplaires du badge « Touche pas à mon pote » comme les nombreuses manifestations lycéennes du 26 mars témoignent que la résignation n'est plus de mise.

Il faut à présent s'organiser, occuper tous ensemble le terrain, descendre dans la rue, montrer aux partisans de la discrimination et de la haine qu'une force existe et qu'ils ne sauraient se croire tout permis. Car le racisme n'est pas une opinion. C'est un mal qu'il faut extirper.



POLICE Guerre entre les hommes du président

La publication de plusieurs articles, sous le pseudonyme d'Aramis dans le Monde puis dans le Nouvel Observateur, à l'initiative de la cellule antiterroriste de l'Élysée a fait l'effet d'une petite bombe. Les gendarmes du président y chantaient leurs louanges sur l'air du bilan « globalement positif » du commandant Proureau, récemment promu commissaire de la République. Au passage, ils décochaient quelques flèches « vachardes » à destination de leurs collègues de l'Intérieur.

La riposte ne s'est pas fait attendre et c'est Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur, qui règle magistralement le compte de ces messieurs du Château, et dans quel style s'il-vous-plait : « Les missions de police, importantes pour le pays et dangereuses pour leurs agents — surtout dans ce domaine — n'ont pas besoin de publicité, mais pourraient pâtir d'affabulations irresponsables. La prétendue description de situations passées ou de structures, depuis longtemps modifiées, pouvant abuser un public non averti, je rappelle que la coordination de la lutte antiterroriste est exercée au ministère de l'Intérieur et par les services compétents de la direction générale de la police nationale. »

Justement, le public « non averti » aimerait bien savoir ce qui justifie pareille guerre entre gendarmes et policiers du président. Quelle sombre affaire, quelle énorme bavure explique que ces messieurs se tirent dessus à vue ? Il est en effet fort improbable que ce feu d'artifice ne prépare qu'une nouvelle réorganisation de la « coopération » entre les différents services. Et puis, quel est l'avis de ce grand silencieux de Charles Hernu ? La transparence, ici moins qu'ailleurs, n'est toujours pas à l'ordre du jour.

SECURITE Chirac sur les terres de Le Pen

Délire sécuritaire lors de la dernière session du conseil de Paris où Chirac, et ses hommes de main, se sont livrés sans trop se forcer à une récupération en règle des thèmes électoraux du Front national. La chose en soi n'est pas nouvelle, mais cette fois le RPR a poussé le bouchon assez loin, à l'initiative de son président de choc : « Il est temps que la peur change de camp » et que soit garantie « la première liberté de toutes : cel-

le d'aller, venir et posséder ». On ne saurait mieux résumer la philosophie des porte-voix du capitalisme libéral.

Peu importe que les faits démentent la vision apocalyptique du maire de Paris et de ses adjoints, puisque selon la préfecture de police, « pour la première fois depuis dix ans, la courbe des faits de délinquance déclarée sur le territoire de la ville de Paris marque une inflexion ». Chirac, inquiet devant les résultats de sondages récents qui indiquent une nette baisse de sa popularité, entend réagir, quitte à marcher sur les plates-bandes de Le Pen en exploitant les fantasmes sécuritaires d'une partie de la population. Chassez le naturel, il revient au galop, Chirac nous le prouve.

NUCLEAIRE Collaboration entre Paris et Jérusalem

Selon le ministre israélien de l'Énergie, de retour d'une visite officielle en France, Paris s'apprêterait à livrer deux réacteurs électro-nucléaires de 900 mégawatts de puissance. Le coût de l'opération est évalué à deux ou trois milliards de dollars, de quoi bien évidemment allécher les requins des grandes entreprises publiques ou privées, telles Framatome, qui seraient maitresse d'œuvre.

En 1956 déjà, le gouvernement de Guy Mollet avait aidé Israël à fabriquer son premier réacteur nucléaire, qui devait lui permettre par la suite de se doter dès 1967 de la bombe A et quelques années plus tard de la bombe H. Israël n'a pas ratifié, pas plus que la France, l'accord de non-prolifération nucléaire et refuse à ce titre toute inspection de ses installations par les missions internationales concernées. C'est d'ailleurs ce qui motive le refus des États-Unis de fournir du matériel nucléaire à Jérusalem. Le gouvernement français, sous la responsabilité directe de Mitterrand, prend le relais avant tout pour des raisons économiques, mais dans un contexte politique proche-oriental que personne ne saurait ignorer.

À l'heure où les forces sionistes liquident les terrains susceptibles d'éclairer son œuvre de « pacification » au Sud-Liban, le gouvernement franchit un nouveau degré dans son orientation pro-sioniste au Proche-Orient.

ARMEE Paris, Bonn et l'OTAN

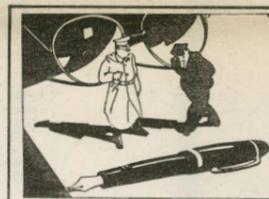
Les Forces françaises en Allemagne (FFA), fortes de 50 000 hommes, vont considérablement renforcer leur intégration de fait dans le dis-

positif de l'OTAN. Au cours des deux prochaines années, le général Houdet, commandant les troupes d'occupation française outre-Rhin, l'a confirmé, la semaine dernière, de manière tout à fait explicite : « L'interopérabilité s'est encore renforcée ces derniers temps avec la Bundeswehr [l'armée allemande] : du côté de l'OTAN, on a progressé. Je dois être capable de mener une contre-attaque sous contrôle opérationnel du groupe d'armées centre-Europe de l'OTAN. » Et comme pour enfoncer le clou, le chef d'état-major des FFA a précisé : « Après la poignée de main de Verdun entre le président François Mitterrand et le chancelier Kohl, les prochaines manœuvres confirmeront la volonté franco-allemande d'aller plus loin sur le terrain », dans le cadre de l'OTAN, cela va sans dire.

Résultats, les FFA participeront dans les prochains mois à toute une série de manœuvres et d'exercices d'état-major visant à tester l'interopérabilité des troupes françaises et des forces alliées. Une confirmation officielle en quelque sorte de ce que le mouvement anti-guerre dénonce depuis plusieurs années, en exigeant le départ des troupes étrangères des deux Allemagne. Une occasion de relancer de ce côté-ci du Rhin l'exigence du retrait des troupes françaises d'Allemagne.

DIJON Touche pas à mon poste !

C'est avec ce slogan que les instituteurs de la Côte-d'Or en grève ont occupé l'inspection



La LCR organise à Paris un cycle de formation ouvert à tous ceux et à toutes celles qui s'intéressent à nos idées. Ce cycle se déroule le mercredi soir pendant six semaines, de 19 heures à 21 heures. Voici les thèmes et les dates :

- 17 avril : La lutte des classes dans l'Histoire.
- 24 avril : L'oppression des femmes.
- 8 mai : Réformisme et alternative révolutionnaire.
- 22 mai : La révolution en Amérique centrale.
- 29 mai : La révolution antibureaucratique en Europe de l'Est.
- 5 juin : Pourquoi un parti révolutionnaire ?

Pour avoir plus de renseignements, écrire à : LCR (commission formation), 9, rue de Tunis, 75011 Paris, ou téléphoner au 367 62 62.

académique à Dijon le vendredi 22 mars.

En effet, avait lieu le matin le CTP qui devait statuer sur un projet de 89 suppressions de postes pour le département. Des occupations d'écoles, des manifestations de cantons avaient eu lieu au préalable. Et pourtant, la date du CTP, astucieusement choisie pour la veille des vacances sous prétexte du devoir de réserve durant les cantonales, aurait pu empêcher toute mobilisation.

Ce 22 mars a marqué, à Dijon, un petit tournant dans la combativité des enseignants : après l'affaire laïque encore mal digérée, le voile des illusions achève de se déchirer.

Un petit vent d'insolence a soufflé à travers les quolibets de toute sorte destinés aux inspecteurs (bloqués pendant une matinée dans la salle) et à la politique de Chevènement.

Gageons que les enseignants qui ont su montrer leur détermination et leur combativité contre la politique de rigueur sauront faire au train-forum de Chevènement la réception qu'il mérite.

MEETING Dans les Yvelines

Entre les deux tours des cantonales, le 12 mars, la section de Sartrouville-Houilles (Yvelines) de la LCR organisait une réunion-débat avec Alain Krivine. Après un passage d'une demi-heure sur la radio libre locale, la réunion se tenait en plein cœur des cités ouvrières. Parmi les soixante-dix personnes présentes, certaines se retrouvent déjà à travers les luttes antiracistes, les luttes internationalistes (Nicaragua, Pologne), les luttes contre l'austérité et celles de l'école, les campagnes électorales...

Pour d'autres, au contraire, c'était le premier contact avec la LCR. Un débat s'est engagé à l'initiative de plusieurs travailleurs de différentes entreprises de la région, Argenteuil, Sartrouville, Bezons, à partir de leurs expériences de lutte pour l'emploi.

ARDENNES Un militant CGT agressé

Angelino Nieddu, animateur du Comité de chômeurs de Nouzouville, et secrétaire de l'union locale CGT, s'apprêtait à se rendre aux ASSÉDIC de Charleville lorsqu'il fut interpellé par l'employé d'un garage qui lui proposait « de venir planter un piquet de grève avec une masse ». « Va te faire foutre », répondit Angelino. Quelques minutes plus tard, le propriétaire du garage, Massonnier, facho bien connu et candidat du Front national, venait demander à Nieddu de répéter sa réponse. Il le fit. Il reçut en retour un violent coup de poing sur le visage, et un coup de cendrier sur la tête. La

CGT réagissait dès le début de l'après-midi, réunissant ses délégués d'entreprise et le Comité de chômeurs. Elle appelait à une manifestation le lendemain à 17 h 30.

Deux cents personnes y ont participé. Militants du PC et de la CGT pour l'essentiel. Le candidat du PS aux cantonales,

maire de la commune, et des militants de la LCR étaient également présents (Angelino Nieddu, membre du PCF, est le père de plusieurs militants de la LCR). La CFDT était représentée par plusieurs délégués locaux. On peut regretter qu'aucun appel unitaire n'ait été lancé pour cette manifestation.

Quelle liberté ?

Nouveau. On a droit maintenant aux va-t'en-guerre au look « monde libre ». Que demandent ces plumeux dans un appel, paru sous le signe d'une « Internationale de la résistance », adressé au Congrès des États-Unis dans le Monde daté du jeudi 21 mars ? « La reconduction » des aides à « tous les secteurs de l'opposition » au Nicaragua que le Sénat américain avait accordées par le passé.

Que Jules Moch, créateur des trop fameux CRS, signe cet appel au sang ne nous étonne guère. Que répondre à Bernard-Henri Lévy, à la nouvelle virginité antiraciste lors de ses récentes prestations médiatiques ? Simple : « Touche pas à mon pote sandiniste ! » Que dire de Revel, éditorialiste à l'Express, et d'autres montrant leurs canines usées par leurs dogmatismes inverses et passés.

Leur argumentation ? Fallacieuse ! Le FSLN aurait été refusé par le peuple nicaraguayen lors des dernières consultations électorales. Daniel Ortega et Sergio Ramirez ont été élus président et vice-président avec 67 % des voix, avec un taux de participation de 80 %. Est-il besoin de rappeler que cette opposition que soutient financièrement Reagan appelait à l'abstention ? Au regard de ces simples chiffres : échec !

Help ! crient-ils encore au manitou de la Maison-Blanche qui n'est l'élu, lui, que de 30 % des électeurs américains. Vanité ! Et quel courage : demander à la première puissance du monde d'intervenir contre un des plus petits pays de la planète. Quelle dérision, pourrions-nous dire, s'il ne s'agissait pas de vies humaines, du droit d'un peuple à disposer de lui-même. Ils se disent contre « la tyrannie somoziste ». Bien. Mais que font-ils des ex-gardes de Somoza qui dirigent l'opposition qu'ils veulent financer. Le FSLN, « parti totalitaire » ? Mais ne savent-ils pas qu'aucun parti n'est interdit au Nicaragua ? Seuls ceux qui prennent les armes contre les choix du peuple sont exclus du processus politique. Cette règle n'est pas unique au Nicaragua. La France, les États-Unis acceptent-ils les armes comme argument politique ? Ces « affreux », ces mercenaires du « monde libre » ne sont pourtant pas des ignorants. Ils savent !

Leur motivation est autre. Ils disent se battre pour la liberté. Quelle liberté ? La liberté du profit et des profiteurs. La liberté de licencier et des licenciés. La liberté contre trente-cinq millions de pauvres que comptent les États-Unis, contre les 10 % d'Américains qui sont au chômage, contre les sans-emploi de ce même pays dont 50 % ne reçoivent ni allocation ni aide.

La liberté que nous défendons est autre. Les Nicaraguayens, le peuple a choisi librement son avenir politique. Il a choisi de garder les rênes de son futur. Et ce, malgré les menaces des puissants de ce « monde libre » que portent aux nues ces écrivains, ces journalistes, ces philosophes. Et tels aux rois du siècle dernier, nous citerons la réponse que leur faisait naguère Victor Hugo :

Je hais l'oppression d'une haine profonde
Aussi, lorsque j'entends, dans quelque coin du monde,
Sous un ciel inclément, sous un roi meurtrier,
Un peuple qu'on égorge appeler et crier ; (...)
Alors, oh ! je maudis, dans leur cour, dans leur antre,
Ces rois dont les chevaux ont du sang jusqu'au ventre !
Et j'ajoute à ma lyre une corde d'airain !

Alain Gwenn

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

PROPORTIONNELLE

L'enjeu d'une bataille

La réforme du mode de scrutin se trouve au centre des débats politiques. S'il en va ainsi, c'est que ses véritables enjeux dépassent largement le cadre des règles électorales. C'est une raison supplémentaire pour engager une action d'envergure nationale, pour conquérir, à travers la proportionnelle intégrale, sans trucage d'aucune sorte, un nouvel espace de liberté.

Ainsi, le nouveau mode de scrutin pour les élections législatives de 1986 sera connu « avant Pâques ». Laurent Fabius l'a annoncé lors de sa dernière prestation télévisée. Au-delà de cette déclaration laconique, cette réforme institutionnelle a provoqué de vifs affrontements au comité directeur du Parti socialiste — au point que ce dernier a été ajourné sans résolution finale — et conduit à une nouvelle polémique entre les deux ex-partenaires de l'Union de la gauche. Dans le même temps, la droite maintenait sa pression et promettait des démonstrations de rue semblables à celles du printemps dernier sur l'école, si le pouvoir mettait son projet à exécution.

Si une modification, somme toute banale, déchaîne tant de passions, c'est que les véritables enjeux dépassent largement le cadre des règles électorales. C'est la configuration des luttes politiques en France qui se trouve posée.

Enjeux dissimulés...

Progressivement, le projet de François Mitterrand prend forme. Les élections cantonales lui ont servi de tremplin. Affaiblie par cinq ans de trahisons et de reniements, la gauche se trouve désormais minoritaire. Mais, en son sein, le PS confirme sa place de première force électorale du pays tandis que le PCF ne parvient qu'à grand-peine à endiguer son recul. A l'autre bout de l'échiquier politique, la droite traditionnelle voit éclater l'ensemble de ses contradictions internes et ne peut espérer reconquérir le pouvoir sans le secours d'une extrême droite qui enraine son implantation. Les con-

ditions paraissent donc favorables à la mise en œuvre d'un des plus vieux objectifs du chef de l'Etat : faire de la social-démocratie le centre de gravité des équilibres politiques dans l'Hexagone.

L'introduction d'un scrutin à dimension proportionnelle constitue, dans ce cadre, l'arme dont il dispose pour signer un acte de décès : celui de l'Union de la gauche sur laquelle le PS s'était reconstruit à son congrès d'Epinay, voici maintenant quatorze ans et dont la dynamique avait conduit Mitterrand à l'Elysée. Avec un cynisme remarquable, Lionel Jospin expliquait le 23 mars : « Une page s'achève. » Et il ajoutait, le lendemain, que le scrutin majoritaire était « maintenant inadapté à la réalité politique française. Il impose des désistements à l'intérieur de deux grandes coalitions (...) Donc on oblige à se désister des forces qui sont amenées à se critiquer antérieurement aux désistements. Cela n'est pas sain. Il est d'ailleurs contradictoire, pour la droite, à la fois de nous reprocher notre alliance avec le Parti communiste ou nos accords électoraux avec lui et, en même temps, de refuser le mode de scrutin à la proportionnelle ».

Voilà qui est lumineux. Pour pouvoir modifier leurs alliances, nos gouvernants doivent en finir avec un système qui pousse à l'affrontement bloc contre bloc, gauche contre droite. Cela marque le retour à la politique de « troisième force » qui permit à la SFIO d'être de la plupart des cabinets de la IV^e République, grâce à ses compromissions avec les secteurs « républicains » de la bourgeoisie.

... et tripatouillages politiques

Avec un tel objectif, tout est à craindre du projet de loi que le gouvernement adoptera prochainement. De toute évidence, le texte ne visera pas à satisfaire l'une des plus vieilles exigences du mouvement ouvrier, celle que reprenaient les hommes aujourd'hui au pouvoir, dans le Projet socialiste : « Le PS préconise le système de représentation proportionnelle intégrale. » Il aura pour principale préoccupation d'assurer aux socialistes le maximum de marges de manœuvre, même si cela doit se réaliser au prix d'une nouvelle entrave à la représentation des courants d'opinion minoritaires, en particulier l'extrême gauche.

Les deux scénarios actuellement à l'étude à l'Elysée illustrent parfaitement cette volonté. Il s'agit d'une part d'une proportionnelle intégrale dans le cadre départemental et d'autre part d'une adaptation du système préconisé par

Signez et faites signer

Partout, signez, faites signer la pétition pour la proportionnelle intégrale, lancée par un collectif de personnalités et soutenue par de nombreuses organisations dont la LCR, le PSU, le PCML, la Gauche alternative et les Verts. Correspondance : 9, rue de Condé 75006 Paris.



Giscard dans son dernier ouvrage : les députés seraient désignés à la proportionnelle dans les départements de plus de 500 000 habitants, mais l'actuel mode de scrutin serait conservé en deçà de ce seuil. Les deux propositions ont une caractéristique commune. En ne prévoyant aucune redistribution nationale, elles avantagent le PS, le RPR et l'UDF au détriment du PCF, de l'extrême gauche, des écologistes. De surcroît, elles limitent l'entrée du Front national au nombre minimal pour empêcher l'opposition parlementaire d'acquiescer à une majorité absolue.

Ces calculs foncièrement antidémocratiques ne gênent apparemment pas les hiérarques de la rue de Solferino. Au comité directeur du 23 mars, les opposants à la réforme ont pris position en fonction de leur avenir personnel — Rocard et Chevènement fustigeant un choix qui « ne permettra plus au PS d'être majoritaire » — ou en objectant, à l'instar de Jean Poperen, que, grâce à la proportionnelle, « une série de listes nous mangeront la laine sur le dos ». Mais il ne s'est trouvé aucun dirigeant socialiste pour rappeler, qu'il y a vingt ans, Mitterrand dénonçait la V^e République (et ses règles électorales) comme favorisant un « coup d'Etat permanent ».

La seule réponse

A ces tripatouillages sans principes, les révolutionnaires, les militants attachés à la conquête de nouveaux espaces de liberté, ne doivent opposer

qu'une action d'envergure nationale pour la proportionnelle intégrale, sans limitation d'aucune sorte. Car une telle mesure constituerait un acquis précieux dans la lutte contre des institutions imposées à la faveur d'un putsch militaire, celui de De Gaulle en mai 1958. Et, surtout, elle permettrait que des centaines de milliers d'hommes et de femmes aient un autre choix que de rester spectateurs des joutes centrales. Une réforme véritablement démocratique ouvrirait la porte du Parlement à des députés bien décidés à ne pas respecter les règles feutrées du jeu politique et à se faire les porte-parole des luttes ouvrières et populaires.

A n'en pas douter, l'événement serait d'une portée si considérable qu'il accélérerait les possibilités de regroupement d'une force unitaire, à gauche d'une gauche qui ne peut dissimuler son bilan de faillite. Chacun le voit bien, l'engagement des vainqueurs du 10 mai dans une politique de « front républicain » rend chaque jour plus urgente une telle alternative. Contre ceux qui veulent « tourner la page » du combat contre l'adversaire de classe, il faut refonder l'espoir à gauche, œuvrer à la constitution d'un front des travailleurs qui refusent les capitulations du PS et du PC et qui veulent s'opposer à l'offensive de la droite et du patronat. La bataille pour la proportionnelle n'est qu'un jalon dans cette direction. Mais il a son importance.

Christian Picquet

N'oubliez pas

Combattre



la bête immonde

Dossier ROUGE N° 11 10 81 LCR



Des milliers de mains contre le racisme

« Ils ont touché à mon pote, il est mort... »
 Mercredi 20 mars, Haziz Madak, jeune Marocain a été assassiné à Menton, son ami Jean-Luc Louis-Jean, Martiniquais, sérieusement blessé, à coups de fusil par deux hommes qui « n'aimaient pas les Arabes »...

L'un des deux agresseurs était membre du Front national : il n'a fait que mettre en pratique le discours discriminatoire distillé chaque

jour par les dirigeants du Front national.

Ce n'est pas le premier crime raciste loin de là, mais c'est la première fois qu'une telle riposte s'organise à l'appel de SOS-racisme. La « petite main » qui affiche « Touche pas à mon pote » est déjà portée par 300 000 personnes. Parmi eux des milliers de jeunes qui n'avaient certainement participé à aucun mouvement auparavant.

son symbole comme autant de mains levées contre le Front national, les idées et les actes racistes.

Incontestablement SOS-racisme bouscule les organisations traditionnelles et jette les bases d'un mouvement antiraciste de masse, qui se structure progressivement, lance ses mots d'ordre de mobilisation et permet le débat le plus large dans de nombreux lieux où les mobilisations précédentes n'avaient pas réussi à percer.

Dans les entreprises, par exemple, la vente du badge se fait de manière massive : les gens les achètent eux-mêmes par dix pour les revendre autour d'eux. Sur cette base, des réunions des porteurs de badges s'organisent pour discuter des initiatives à prendre sur l'entreprise, en lien avec l'entreprise voisine ou le quartier.

Dans les lycées, la parole est reprise par les jeunes : la « bof génération » apporte un certain démenti à ceux qui la considéraient comme désabusée.

La construction de ce mouvement antiraciste, la mise en place partout, dans tous les lieux d'intervention de collectifs SOS-racisme, c'est la riposte la plus efficace à la montée de Le Pen et du Front national.

Les comités des porteurs de badges commencent à se coordonner d'une entreprise à l'autre, d'un lycée au lycée voisin, sur la ville, pour discuter en commun des initiatives à prendre.

Un tremplin pour l'avenir

Tout se passe un peu comme si le feu couvait depuis longtemps et qu'un courant d'air frais l'avait brusquement attisé, répondant à la volonté des nombreux militants, associations, travailleurs et jeunes à construire un Front uni contre le racisme.

SOS-racisme est passé aujourd'hui d'un énorme courant d'opinion à une association capable d'organiser et de prendre des initiatives, de rassembler et d'agir.

Nous étions convaincus que telle était la seule voie juste. Sur cette base, le concert contre le racisme prévu fin avril peut devenir une immense démonstration de la force du mouvement antiraciste et que la marche de décembre prochain prendra une ampleur inégalée. Dans les débats et les discussions suscités à cette occasion l'exigence de l'égalité des droits et du droit de vote reviennent souvent à juste titre comme la volonté de concrétiser réellement l'affirmation du refus du racisme et de toutes les inégalités qui le favorisent.

La LCR et les JCR s'engagent partout dans SOS-racisme et soutiennent les initiatives prises par le mouvement qui permettent une mobilisation unitaire d'une ampleur inégalée et commencent à faire sauter les verrous de la lutte antiraciste. Là réside le véritable danger pour Le Pen et ses sbires.

Hélène Viken

Editorial des feuilles d'entreprises

Pas de magouille, proportionnelle intégrale !

Proportionnelle : Mitterrand et Fabius ont lâché le mot qui fait frémir de rage la droite ! Aux élections régionales et législatives de 1986, une « dose » de proportionnelle serait utilisée. Mitterrand l'introduit pour tenter de recomposer une nouvelle majorité « républicaine », ouverte au centre-droit, c'est-à-dire à des secteurs de la droite.

La droite, Le Pen et le fromage du pouvoir

Les états-majors de la droite, RPR et UDF, ne veulent pas de la proportionnelle. Créateurs du système électoral en vigueur, ils sont bien placés pour savoir qu'une courte majorité en voix rapporte deux tiers des sièges. Depuis trois élections, la droite se sait majoritaire et ne veut surtout pas qu'on casse l'outil de sa reconquête. Pour elle, démocratie et liberté, c'est bon pour les jours de fête. Quand on passe sous le nez de ces messieurs le fromage du pouvoir, tous les coups sont permis.

Le Pen, à la veille de 1986, est un cousin embarrassant. UDF et RPR ont bénéficié de ses suffrages. Ils ne voudraient pas pour autant s'afficher avec un courant raciste, que pourtant ils n'ont jamais condamné. Une proportionnelle les contraindrait à avouer les alliances honteuses passées dans les arrières-cours. Les hypocrites aux mains sales se découvrent des accents démocratiques contre un Front national dont ils ont tiré parti aux cantonales.

La social-démocratie en quête d'alliances

Ce n'est pas non plus un élan démocratique qui pousse Mitterrand ou Fabius vers l'ins-

tauration d'une proportionnelle. C'est que nécessité fait loi. L'Union de la gauche rompue, le PS pour s'accrocher au pouvoir doit passer de nouvelles alliances. C'est au nom de la défense « antifasciste » de la République qu'ils tentent de jeter les bases d'un fourre-tout, un « front républicain » pour continuer une politique anti-ouvrière avec des secteurs de la droite acceptant la collaboration avec eux.

Dès lors, la construction d'une coalition passe par l'accession au Parlement de courants politiques qui ne se résument pas aux grands partis traditionnels.

Nous sommes pour la proportionnelle intégrale

Contre les tripatouillages de tout poil, nous sommes pour la proportionnelle intégrale. Aux démocrates de la dernière heure, nous disons : êtes-vous oui ou non pour que tous les courants de pensée aient la place proportionnelle à leur suffrage au Parlement ? C'est au pied du mur qu'on juge le démocrate sincère !

Quant à l'extrême droite et à Le Pen, on ne les combat pas en restreignant la démocratie, ne serait-ce que la démocratie électorale. Ce serait un beau succès de ce courant antidémocratique qu'est le Front national que d'imposer cette restriction de la représentation démocratique...

Pour nous, la proportionnelle intégrale, à un seul tour, permet de voter à gauche contre le retour de la droite sans voter pour l'austérité que PCF et PS ont mis ensemble en place au gouvernement. C'est cela, d'abord, qui doit nous guider.

Lame de fond

Minute de silence, ventes massives de badges, rassemblements, discussions, mardi a été une véritable journée antiraciste d'une force jusque-là inégalée. Une véritable mobilisation de tous ceux qui ne veulent plus subir en silence la multiplication des propos racistes et l'horreur du passage aux actes, des agressions contre les immigrés, des morts qui depuis trois ans se sont additionnées notamment chez les jeunes immigrés.

Cette lame de fond vient de loin : la marche des beurs de 1983, secouant la torpeur et les habitudes, avait déjà créé l'événement en imposant l'existence et la mobilisation de ceux qui refusaient de capituler après l'été meurtrier de 1983 et le consensus odieux des forces politiques officielles autour du thème : « L'immigration est un vrai problème. »

L'anniversaire fêté par la mobilisation de Convergence 84 l'année suivante confirmait la disponibilité de l'ensemble de la jeunesse à défendre l'égalité des droits et à refuser la logique infernale de la soi-disant différence, à soutenir leurs camarades immigrés dans la rue avec eux et avec force.

L'initiative prise par SOS-racisme sur cette base a amplifié considérablement l'expression antiraciste, en a élargi les bases de mobilisation et a imposé son sigle et



Impôts et richesses

Ils se paient notre tête

Chapeau les médias ! Télé, radios, journaux entamaient en cœur la semaine dernière le même refrain : dix pour cent des foyers paient 64 % du total de l'impôt sur le revenu, le tiers des ménages est exempté.

De quoi conclure, lorsque l'on est un salarié au revenu modeste écoutant la radio le matin, en prenant son café, avant de se rendre au travail : « Bon, j'aurais tord de me plaindre ! » Belle démonstration d'intoxication à l'aide des moyens d'information !

Nous avons voulu faire le point, en reposant le problème sur ses pieds : Quelle est la répartition des richesses en France ? Quelle est la pression fiscale que subissent (?) ceux qui les possèdent ? Cet effort minimum, illustré par les chiffres et commentaires, qui figurent sur cette page, mène à une seule conclusion : les médias, une fois de plus se paient notre tête !

Michel Morel

D'après les chiffres publiés par la revue de la Bourse, le patrimoine des Français (la somme des biens que détient la population dans le pays en quelque sorte) s'élèverait à 11 110 milliards de francs. La répartition en est on ne peut plus inégale. Au bas de l'échelle sociale, 35 % des ménages détiennent 1 % du patrimoine total ! 50 % des ménages (neuf millions et demi sur dix-neuf millions cent environ, selon l'INSEE) parviennent péniblement à en détenir 5 %. Les chiffres sont sans nuance : la moitié des foyers du pays détient le vingtième de ses richesses. L'autre moitié possède les dix-neuf vingtièmes restants !

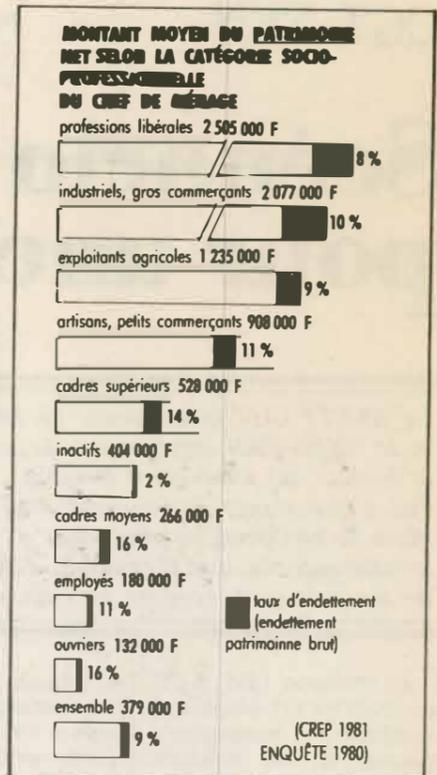
Et plus l'on grimpe l'échelle sociale, plus la richesse se précise. 4,8 % des ménages en France (950 000) détiennent 39 % des richesses recensées. Pas mal, non ?

Les commentaires des médias découvrant que « le tiers des ménages est

exempté d'impôts » sont donc parfaitement stupides. Le tiers en question, situé en bas de l'échelle sociale, ne détenant qu'un malheureux centième du patrimoine recensé dans le pays... L'exemption devrait aller de soi !

Pire ! Les « 10 % qui paient 64 % de

l'impôt » ne sont même pas les ménages du haut de l'échelle ! Les bénéficiaires industriels et commerciaux ne représentent en effet que 9,4 % des sommes collectées par l'impôt sur le revenu. Ceux qui possèdent le patrimoine (cf. le tableau ci-contre), ceux qui font les bénéfices in-



dustriels et commerciaux — les professions libérales, les industriels, les gros commerçants — restent donc, pour bonne part, épargnés par la pression fiscale (9,4 %). 80 % de la masse totale des revenus imposés est en effet composée du montant global des revenus salariés. Ce sont ainsi les catégories situées au-dessous des précédentes, c'est-à-dire les cadres supérieurs, cadres moyens, enseignants, professeurs, etc. (cf. tableau cité) qui sont principalement visées par l'impôt sur le revenu.

La conclusion est simple. Plus le patrimoine possédé est important, plus les impôts sont faibles. Voilà un constat qu'on n'entend guère dans les médias. Voilà, par contre, ce qui explique le jugement mesuré d'un Edmond de Rothschild sur la charge fiscale en France, et les acrobaties légales des grandes compagnies industrielles rappelées dans cette page.

La TVA pour les pauvres

Que le tiers des ménages soit exempté d'impôt sur le revenu s'explique : 35 % des ménages français ne détiennent qu'un pour cent des richesses nationales (cf. article ci-dessus). Mais les impôts indirects, la fameuse TVA au premier rang, les frappent par contre, et bien. « Le prélèvement global opéré par la TVA sur les revenus des ménages (lorsqu'ils sont consommés ou dépensés) était, en 1980, 2,2 fois celui de l'impôt sur le revenu », soulignaient les syndicats de la direction générale des impôts, SNUI, SGI-FO, SNI-CFDT, lors d'une conférence de presse en septembre 1983. Ils poursuivaient : « La TVA, comme

tout impôt indirect, ne frappe les ménages qu'à travers leurs dépenses, donc sans référence directe au revenu. Il en résulte que même les ménages non imposables à l'impôt sur le revenu voient une partie de leurs ressources consacrée au paiement de la TVA.

« Les études menées par le conseil des impôts (sixième rapport 1983) établissent ou confirment que la charge de la TVA est dégressive par rapport au revenu disponible : les titulaires de revenus modestes acquittent proportionnellement plus de TVA que les titulaires de revenus élevés. »

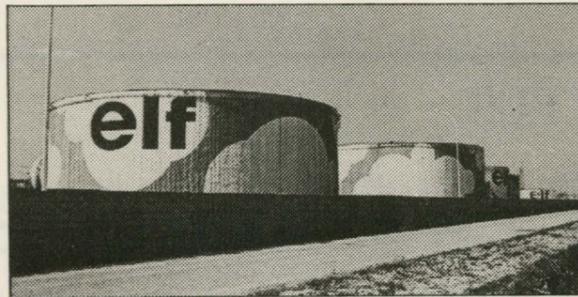
Est-il besoin d'ajouter un commentaire ?



Les acrobates du capital

Ah l'impôt pour les grands groupes industriels, quelle partie de cache-cache ! Rappelons quelques exemples cités par Bertrand Bellon dans son livre *Le Pouvoir financier et l'industrie en France*. « Entre 1968 et 1974, Elf et la CFP [les deux entreprises régulièrement en tête de classement des groupes français selon le chiffre d'affaires, NDLR] ne paient aucun impôt en France au titre de l'impôt sur les sociétés. Les cinq sociétés, Shell, Mobil, Fina, BP et Esso, ont payé, en 1973, vingt millions de francs d'impôts [au titre de l'impôt sur les sociétés] pour un chiffre d'affaires de 16,3 milliards de francs [0,12 %, NDLR]. »

« Un groupe comme Pechiney Ugine Kuhlmann de son côté bénéficie entre autres du système du bénéfice intégré [celui-ci permet de compenser les déficits des filiales avec les profits de la maison mère, NDLR] pour vingt sociétés contrôlées à plus de 95 %. Pour 1973, par exemple, ses filiales versent à la holding [la maison mère,



NDLR] les impôts qu'elles devraient payer au Trésor, soit soixante-dix millions de francs. Pechiney compense les bénéfices et les pertes, joue des plus-values à long terme et fait tomber l'impôt de 70 à 2 millions ; retranche ensuite son avoir fiscal (1) et paie à l'Etat un impôt sur les bénéfices de 0,06 million de francs. »

Quant aux sociétés financières... le taux d'imposition « de la BNP, de la Financière de Suez, de la Financière de Paris et des Pays-Bas est toujours inférieur à 5 % » !

A ceux qui rêvent d'un changement depuis le 10 mai 1981, signalons simplement le dernier truc voté en décembre 1984, con-

cernant la loi de finances 1985, le « carry-back ». Il permet aux entreprises déficitaires en 1984 (Peugeot par exemple) de déduire ce déficit des bénéfices réalisés au cours des cinq années précédentes (1979 et 1980, pour Peugeot toujours). Conséquence ? Peugeot a le droit de réclamer aux impôts un trop-perçu ! Intéressant, non ?

Imaginez un salarié qui s'est retrouvé au chômage en 1984, réclamant un trop-perçu sur les impôts versés les cinq années précédentes...

1. L'avoir fiscal permet aux détenteurs d'actions des sociétés de déduire de leurs impôts une part des bénéfices que ces actions leur rapportent... C'est pour favoriser l'épargne, paraît-il !

Rothschild

« Rien de dramatique »

« Autant je suis violemment contre les nationalisations, autant je ne considère pas que la charge fiscale en France, au niveau des impôts directs, soit dramatique », déclarait Edmond de Rothschild, dans une interview à l'Expansion du 4 juin 1982.

On peut faire confiance à l'un des représentants de « la famille » — « Je suis le cadet de la branche cadette », précise-t-il. Il résumait dans l'interview quelques-unes des activités de son groupe financier : le tourisme avec le Club méditerranée ; les jouets ; la presse ; les activités internationales, de la banque de Californie à l'Israël Corporation, « holding qui contrôle plusieurs grandes affaires israéliennes » ; sans oublier Hong-Kong et la Suisse... « Contrairement à ce que les gens croient, concluait-il d'ailleurs, la charge fiscale en Suisse est aussi élevée qu'en France. » Si l'on en croit le jugement de départ d'Edmond de Rothschild, elle n'est donc pas non plus « dramatique » ! Intéressant, intéressant...

CGT-FEN

Scénario pour une scission

Le SNETP-CGT (professeurs de LEP) et le SNES-FEN (professeurs de collèges et lycées) ont tenu leurs congrès. Pas d'importante décision d'action. Mais la confirmation du projet scissionniste de la CGT, et du refus du SNES de s'y prêter. A prendre très au sérieux.

Le 1^{er} février 1985, la CE du SNETP-CGT adopte une « résolution particulière » soumise à son prochain congrès : « Le 25^e Congrès du SNETP réuni à La Rochelle (...) considère que la confédération doit mener un vaste débat avec l'ensemble des personnels de l'Education nationale, de la recherche, afin de créer partout où cela est souhaité par les personnels eux-mêmes des syndicats CGT dans les établissements scolaires, universitaires, les centres de recherche. »

« A qui douterait que le SNETP a reçu le feu vert du bureau confédéral, Henri Krasucki confirme le 13 février : « Nous n'assisterons pas passifs à la dégradation de la situation et la CGT tirera, le moment venu, les conséquences des comportements de la direction de la FEN (...) On ne peut pas imaginer agresser la CGT en pensant qu'il n'y aura pas de réplique. Il y aura la réplique, personne ne doit en douter. Pour le reste, nous verrons. Ce sera comme le voudront les dirigeants de la FEN et nous n'excluons aucune éventualité. Nous en prenons dès maintenant les enseignants à témoin. »

Le 21 mars, le congrès du SNETP adopte la « résolution particulière » par 92,31 % pour, 1,98 % contre et 5,71 % d'abstentions. Adressée au 42^e Congrès confédéral de novembre prochain, cette motion ouvre donc le débat sur la syndicalisation des enseignants, clos par Seguy au 40^e Congrès de 1978.

Pour enlever toute ambiguïté sur la nature du processus engagé, le secrétaire général du SNETP précisait dans son rapport d'ouverture : « Nous sommes convaincus qu'une fois la décision prise par la confédération, nombreux sont les instituteurs, professeurs de collèges, de lycées, de l'enseignement supérieur, les chercheurs qui, communistes, socialistes ou sans affiliation politique, deviendront, pour la première fois de leur vie pour certains, des cégétistes. Et c'est beau d'être cégétiste. »

C'est donc un scénario pour une scission qui a été écrit par la direction confédérale de la CGT. Sans doute attendra-t-elle les élections législatives de mars 1986 pour concrétiser. Mais elle passera aux actes avant

les élections professionnelles dans l'enseignement de décembre 1987. Entre-temps, la réforme des structures de la CGT aura avancé : les syndicats nationaux de catégorie (tel le SNETP ouvert aux seuls enseignants de LEP) auront fait place à des syndicats départementaux généraux, accueillant tous les personnels.

L'hypothèse la plus probable, confirmée de plusieurs sources, est que la direction confédérale tente de susciter des ralliements d'allure « spontanée » aux nouveaux syndicats CGT de l'enseignement. Cependant, elle sait qu'elle ne dispose pas d'un courant d'opinion favorable dans l'Education nationale. L'opération scissionniste repose donc sur une manœuvre largement interne aux militants du PC : il s'agit de mettre les militants Unité et action dans la FEN devant le fait accompli. Car ceux-ci ne sont guère enthousiasmés par l'initiative de la CGT. Du moins, pas tous.

Pendant ce temps-là, au SNES...

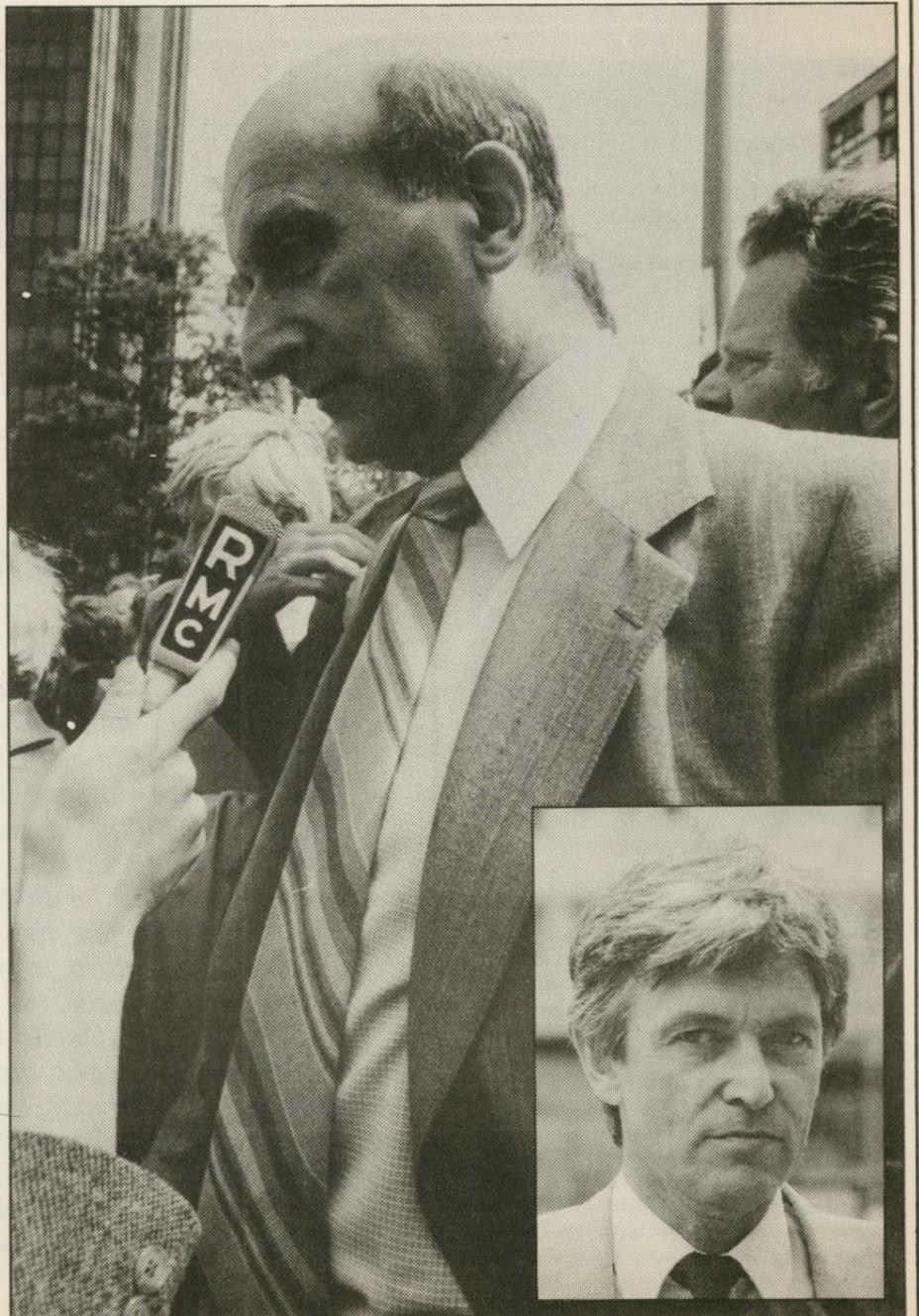
Qu'on en juge. Le SNES, dirigé par UA, publiait une

« mise au point » dans son bulletin du 28 février. Tout en réaffirmant fermement ses désaccords avec la direction de la FEN, le SNES précisait : « Nous avons fait savoir à la CGT que certaines initiatives prises par des unions départementales ou des syndicats qui font circuler des pétitions contre la signature de l'accord salarial 1985 à l'intention du secrétaire général de la FEN constituent des ingérences qui ne peuvent que faire diversion (...) Nous croyons aussi nécessaire de dire avec la plus grande fermeté notre souci de continuer à rassembler dans une même organisation, la FEN, la grande majorité des personnels du service public. »

Au congrès du SNES, ses principaux dirigeants ont tenu le même langage. C'est qu'ils estiment qu'un passage à la CGT n'entraînerait pas plus de 30 % des effectifs du SNES, et ravalerait leur syndicat au même rang que ses petits concurrents de la CFDT et de FO. Non merci, répondent-ils en substance aux amis de la CGT.

Toutefois, l'attitude des instituteurs UA, minoritaires dans leur syndicat, le SNI, est plus inquiétante. Le jour même de la mise au point du SNES, les élus UA au bureau national du SNI faisaient monter la vapeur, soulignant à plusieurs reprises le « tournant historique » pris selon eux par le SNI.

C'est sans doute cette division interne à UA qui a



Le suicide d'une scission sera-t-il évité ? En médaillon : Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN.

conduit ses membres dirigeants du SNI à baisser d'un ton au conseil national de la mi-mars, au terme d'une longue réunion interne. « Vous vous trompez si vous croyez qu'on va partir », expliquent-ils aux militants de l'Ecole émancipée. « Il ne se passera rien avant 1986 » : quel aveu !

En résumé, les syndicalistes communistes sont engagés dans un match à trois,

mettant aux prises l'appareil de la CGT, sa base d'appui UA dans le SNI, et la direction du SNES pas encore candidate au suicide. L'initiative de la CGT ne restera pas toujours confinée dans les appareils : mais ceux-ci s'y engluent suffisamment les mains, pour souligner le caractère bureaucratique et artificiel de la scission prévue. Un bien mauvais scénario donc, sans suspense

tant le projet est clair, mais pas sans intrigants.

A la base de ces organisations de sortir les magouilles de l'ombre, pour susciter à temps le sursaut qui a tant contribué à briser une première offensive scissionniste : celle de FO, dont Krasucki a décidé d'emboîter le pas. Qu'il suive ce bel exemple : mais tout seul.

Nicolas Jeanson
Jean Lantier

CFDT

Les fausses évidences d'Edmond Maire

Edmond Maire, deux mois avant le congrès fédéral, présente un rapport d'orientation bis : un effort pour recoller les morceaux de l'appareil. C'est au moins le cinquième exercice de style de la direction en un an. Il maintient, pour l'essentiel, une orientation qui a fait faillite et détruit les perspectives syndicales.

Ce rapport d'orientation a deux aspects. Côté face, un patchwork de bouts d'idée pour recoller les morceaux de l'appareil confédéral et avoir une majorité suffisante au congrès. Côté pile, les

thèses politiques de la direction, habillées avec soin, présentées comme des évidences à partir desquelles on peut « débattre ensemble ». Mais ce sont de fausses évidences.

1. « Il n'y a plus de revendications unifiantes. »

Sur la défensive, face à « l'éclatement du salariat », le syndicalisme fait des propositions d'action immédiates différentes pour « le monde des chômeurs et des salariés en travail intermittent » ou pour des fonctionnaires, ou pour des secteurs industriels en cours de restructuration, etc. Qui verrait une nouveauté dans de tels propos ? Le syndicat organise la défense des intérêts des travailleurs tels qu'ils sont vécus... Exposé de formation élémentaire, auquel

s'ajoute cependant d'habitude une suite : cette pratique de masse, pour éviter les divisions entretenues par le patronat, construit la revendication, objectif commun aux travailleurs, leur permettant de peser ensemble unis par leurs objectifs.

Maire rejette ce deuxième volet. « Il n'y a plus de revendications unifiantes. » D'où une crainte : « Nous savons le piège qu'il y aurait (...) à voir nos organisations s'enfermer dans la fraction éclatée du salariat que chacune représente. » Comment éviter cet échec ? En réaffirmant, propose le rapport, « l'originalité » de la CFDT « le combat contre les

rapports sociaux ». Sans base sociale unifiée, sans revendications communes, comment y aurait-il là un ciment ? La démarche semble bien « politique », ou « idéologique », comme on voudra la nommer.

2. « La CFDT combat les rapports sociaux. »

Cette « réaffirmation » de l'« originalité de la CFDT » introduit une bizarrerie : comment la critique des rapports sociaux peut-elle

● ● ●

devenir un « combat » contre les rapports sociaux sans une unification des travailleurs autour des revendications ? Evitant cette question simple, le rapport s'embourbe dans des contradictions. Celle sur les bas salaires, « priorité confédérale », est particulièrement évidente. Si vraiment on « combat les rapports sociaux » on sait que le patronat pratique les bas salaires pour assurer ses profits. Une analyse concrète montre comment et pourquoi, en France, le patronat a utilisé de plus en plus de PME sous-traitantes, « filialisé » des activités, développé les intérimaires et les contrats à durée déterminée. Depuis 1968 et l'augmentation massive du SMIG (35 %), l'écart hiérarchique des salaires ne s'est pas élargi jusqu'à 1976 environ ; en revanche, le patronat, en s'appuyant sur le chômage a contourné les

garanties collectives et multiplié les statuts précaires. Combattre l'existence des bas salaires exige donc des revendications unifiant les travailleurs contre cette politique patronale. Mais, dit le rapport, il n'y a pas de « revendications unifiantes »... Que faire, donc, pour les « bas salaires » ? Le rapport avance une perspective, qui serait banale dans un texte écrit par le CNPF : elle fait dépendre l'amélioration du sort des bas salaires de la « modernisation de l'économie ». La citation vaut qu'on s'y arrête et la lise de plus près : « Notre façon de concevoir la modernisation de notre économie consiste à agir pour une amélioration générale de la qualification ouvrière comme de la qualification des autres salariés à bas salaires et à la traduire dans la remise en ordre des grilles ouvrières. »

Pourquoi, se demandera-t-on, les patrons ne le font-ils pas d'eux-mêmes ? « En raison notamment, affirme



texte : comme si les « contraintes économiques » dont il est question à maintes reprises étaient indépendantes du système capitaliste. Pourtant, peut-on « autogérer » (gérer par soi-même en tant que travailleurs organisés) ce qu'on ne possède pas parce que les patrons en sont encore propriétaires ? La réponse n'est que trop évidente. Et la gestion gouvernementale depuis 1981 en est une expérience de grande portée : obéir aux règles du capitalisme c'est condamner à l'échec les perspectives des travailleurs.

Mais telles ne sont pas les leçons tirées par le rapport du bureau national. Bien au contraire...

4. « Refuser la dérive préélectorale. »

Après avoir opéré une magnifique dérive post-électorale en 1981, la confédération veut faire oublier qu'elle a joué un rôle de relais de la politique d'austérité. Elle dénonce donc, jouant les ambiguïtés, toute « dérive préélectorale » d'ici à 1986. En réalité, elle n'ose pas dire clairement ce qu'elle fait : se préparant à une victoire de la droite, elle se prépare aussi à s'intégrer le

mieux possible à une gestion gouvernementale centralisée.

Mobiliser contre la droite, elle ne veut donc pas en entendre parler : cela exige de tirer aussi un bilan sévère de la politique de la gauche depuis quatre ans, une politique qu'elle a largement cautionnée.

Trompera-t-elle grand monde avec cette astuce ? Difficilement. Elle se démasque en effet en définissant son choix au sujet de l'unité d'action : « Les choses ont bougé, lit-on, petitement mais dans le bon sens, autour des pratiques de négociation, sauf avec la CGT. » De quoi sursauter ! Qui ne se souvient du dernier consensus autour de la flexibilité, sauf avec la CGT, en décembre dernier ? Le bureau national avait très majoritairement donné son accord de principe pour signer avec le CNPF, la CGC et FO. Puis, contraint de consulter la base, il constatait un véritable refus de masse : la direction était largement minoritaire. Ce rapport ne parvient pas à le faire oublier : refusant de construire la mobilisation, de lutter pour les revendications, il se prépare à une recherche accrue d'accords au rabais avec le patronat.

Pierre Rème

Sous le patchwork, l'usure

A la veille du congrès confédéral (1), la direction de la CFDT paraît engluée dans les manœuvres d'appareil. Il y a trois ans, elle se prétendait maîtresse de l'avenir. Les 35 heures ? Certes oui, disait-elle : cela devra être réalisé d'ici à 1985. Cet « objectif privilégié » justifiait même, selon elle, un sacrifice du pouvoir d'achat : « réalisme » oblige, car nous sommes pressés...

Aujourd'hui, la réalité est là ! Autant de « priorités », autant d'abandons. La liste des « objectifs prioritaires » forme autant de raisons pour voter contre le « quitus », de rejeter le rapport d'activité de la commission exécutive.

Un « document économique » adopté en novembre dernier par le bureau national le démontre. Malgré trois mois de négociations internes on peut y lire quelques constatations très douloureuses pour la direction : « Depuis deux ans, le déplacement des revenus au profit des entreprises est spectaculaire. » Il s'agit de « profits qui ne s'investissent pas », car on doit regretter « des facilités excessives au profit des seuls chefs d'entreprise ». Voté, ce texte resta peu diffusé : il risquait de légitimer les propositions du

courant d'opposition favorable à une orientation de lutte de classes...

La réalité des manœuvres d'appareil domine la vie de la direction de la CFDT. D'où ce rapport d'orientation bis, publié dans *Syndicalisme-Hebdo* du 21 mars, qui devrait être discuté par le CNC (2) fin avril prochain. On y retrouve finalement la ligne de solidarité syndicale avec le capitalisme en crise, cachée sous des habits rénovés.

Edmond Maire s'est essayé au style patchwork : je vous couds un morceau qui plaira à un tel, cette couleur devrait séduire un autre, et cette nuance montre que personne n'est oublié... En guise de texte d'orientation, il se réduit à un panneau de signalisation : voie à sens unique, tout pour obtenir un vote favorable sur le quitus !

Ce cynisme d'appareil a cependant une limite : la réalité vécue par les travailleurs, qui rend urgent une véritable débat pour changer l'orientation et la pratique syndicale.

P. R.

1. Le 40^e Congrès aura lieu en juin à Bordeaux. Le précédent a eu lieu à Metz en mai 1982.
2. Le CNC, conseil national confédéral, se réunit trois fois par an ; il est composé des directions des régions et des fédérations.

le rapport, de l'attitude paresseuse et rétrograde qui a conduit tant de chefs d'entreprise. » La CFDT « relève le défi » : « Nous devons mieux montrer que notre option pour les bas salaires n'est pas seulement une question de justice sociale mais une option économique de grande portée. »

Doit-on en conclure que cette « option de grande portée » pour la modernisa-

tion de l'économie exige l'abandon des revendications élémentaires ? Il semble bien : le rapport ne consacre pas un mot à la semaine des 35 heures, ni à l'augmentation du SMIC, ni à la défense du pouvoir d'achat des salaires « dans un éventail de un à six », objectifs pourtant votés lors du dernier congrès confédéral, en 1982 ! Cela combattait trop les « rapports sociaux » en-



Et les 35 heures ? Autrefois une priorité, aujourd'hui oubliées par Maire.

tre le patronat et les travailleurs, sans doute...

3. « L'autogestion est le sens fondamental de notre action. »

Pour cacher cette perspective de cogestion loyale des problèmes du capitalisme en crise, le rapport souligne que l'« autogestion est le sens fondamental de notre action ». « Il représente par bien des aspects une alternative au capitalisme » est-il signalé. Quelle alternative, cependant ? « Une société démocratique », répond-il, en précisant : « Les grands choix de société doivent donner lieu à des débats publics et contradictoires. » Ces formules, concessions verbales aux orientations fondamentales de la centrale, n'en tournant pas moins le dos à la question essentielle : la propriété capitaliste doit-elle être respectée ou combattue et détruite ?

Le mot « propriété » ne figure même pas dans ce

Vient de paraître



S'il s'agit de rassembler, il y a de quoi

« Les chômeurs ne peuvent lutter isolés des travailleurs actifs, encore moins opposés à eux. » Ce constat du responsable de la maison du chômeur de La Rochelle, interviewé dans cette page, tranche avec les affirmations rapides à propos de « l'éclatement du salariat », développées par la direction de la CFDT aujourd'hui (cf. page 7) ! Cette réflexion, venue du terrain, démontre qu'il est possible de rassembler au lieu de constater, et d'entériner une division réelle de statuts, de situations, de formes de lutte et d'organisation, au sein de la classe ouvrière aujourd'hui.

Et s'il s'agit de rassembler, il y a de quoi ! La revendication du droit à l'emploi lie les travailleurs actifs et les chômeurs : de la municipalité de Grenoble aux sans-travail de La Rochelle, aux jeunes de Sochaux. Cette lutte va de pair avec la défense des acquis : des travailleuses de l'électronique de Grenoble aux sidérurgistes de Longwy ; contre la flexibilité du temps de travail ou l'extension du travail de nuit. Les exemples rassemblés dans ces pages en témoignent.

Mais pour imposer le premier des droits de l'homme, le droit à l'emploi, encore faut-il parler rapport de forces, mouvement d'ensemble au lieu de luttes qui restent éparpillées. Encore faut-il avancer la revendication de la diminution significative du temps de travail, des 35 heures minimum. Si le terrain s'y prête, l'intention reste absente : de la direction de la CFDT... à celle de la CGT pour lesquelles ces deux thèmes ne font guère recette aujourd'hui.

A tous ceux qui mesurent la différence entre les discours de tribune confédéraux et la réalité du terrain de prendre cette affaire en main.

Michel Morel

MAISON DE CHOMEURS DE LA ROCHELLE

«Ni isolés, ni opposés aux actifs»

Après bien des accrochages, avec la municipalité notamment, une maison des chômeurs vient de s'ouvrir à La Rochelle. Gilbert Fiquet, président de l'association, explique ses buts, ses activités, ses racines.

De notre correspondant

Comment vous définissez-vous ?

Nous disons que nous sommes indépendants politiquement et syndicalement, que nous ne marchons sous aucune bannière. Mais nous sommes dans le mouvement ouvrier. Le chômage est une dure bataille imposée par le patronat aux travailleurs. Il s'inscrit dans toute l'histoire de la condition ouvrière. La lutte que nous menons y prend sa place et ses racines. Nous ne pourrions donc jamais la mener isolés des travailleurs actifs, encore moins en opposition avec eux.

Qu'est-ce donc que la maison des chômeurs à La Rochelle ?

C'est une association loi 1901 et une maison de deux étages arrachée à la municipalité de gauche. C'est un lieu fraternel de rencontre ouvert à tous, où les chômeurs eux-mêmes s'organisent. Nous refusons la résignation. Nous répondons solidarité quand on nous parle de charité. Nous opposons l'action collective à l'isolement. Nous revendiquons haut et fort notre droit au travail, notre droit à la dignité, notre droit de vivre. La veille du premier tour des

cantonales, notre premier journal *Solidarité-chômage* a été mis en vente au prix de 5 francs à 5 000 exemplaires à La Rochelle et dans les environs.

Comment s'est passé le meeting que vous organisiez le 9 mars ?

Nous l'avions appelé « 6 heures contre le chômage et pour l'emploi ». J'ai présenté l'association, puis de nombreuses sections syndicales ont pris la parole. Il vaut la peine de les citer, la CGT des chantiers navals, de l'Alstom, de Roto-Diesel, de Peugeot, des municipaux et de Rhône-Poulenc, la CFDT de l'ANPE, de la SNCF, des PTT, des Assedic, de l'EDF, de la DASS et l'union locale, ensuite les unions départementales CGT, CFDT, CFTC ont donné leur point de vue. Chantal Rogerat, chercheur en sociologie du CNRS, qui travaille sur le problème des femmes et de l'emploi, a élargi le problème. Dans l'assistance, pourtant, le véritable débat sur la question des chômeurs n'a pas eu lieu. Il est positif, cela dit, qu'en pleine période de division nous ayons réussi à réunir les organisations syndicales à ce sujet. Les réunions préparatoires n'ont pas été tristes. Mais nous ne nous sommes pas découragés. La FOL, la FCPE, la FEN, la LDH nous ont fait, de leur côté, parvenir des communiqués, ainsi que la FEN.

Et les partis politiques ?

A la veille des cantonales tous les candidats du RPR au PC en passant par le Front national

parlaient à la place des chômeurs. En ce qui nous concerne, les partis de gauche, PC, PSU, MRG, ne perdent rien pour attendre. De nombreuses associations locales ont animé, quant à elles, des tables rondes pendant le meeting.

Il y avait aussi du spectacle ?

Oui, l'école de cirque de Royan, affiliée à la FOL nous a donné une heure et demie d'acrobatie et de clowneries, c'était chouette. Ces jeunes d'eux-mêmes sont venus proposer leur participation. Nous avons apprécié ce geste.

Et la maison des chômeurs maintenant ?

Nous avons un capital de sympathie très important dans la population. Nous servons trente à trente-cinq repas par jour. Nous sommes organisés pour être le matin très tôt au marché de gros des fruits et légumes, comme au marché du poisson. Les grands magasins nous passent leurs boîtes de conserve cabossées, aux étiquettes déchirées, les boulangers nous téléphonent vers midi pour aller chercher le pain qu'ils ont en trop, puis il y a Yoplait pour les yaourts...

C'est le propre d'une organisation de charité tout ça ?

Nous n'avons pas découvert comment militer l'estomac vide ! Les subventions de la municipalité ne sont pas suffisantes. J'en profite pour lancer un appel à la solidarité en sachant que nous sommes disponibles pour aider tous les chômeurs de ce pays, pour parler de notre expérience.

Propos recueillis par notre correspondant

La maison du chômeur, 18, rue Pierre Loti, Saint-Maurice 17000 La Rochelle. Compte bancaire Banque populaire de La Rochelle : 004 19 697 517.



GRENOBLE

Transports au point mort

La ville de Grenoble est passée à droite aux dernières élections municipales, le RPR Carrignon remplaçant le PS Dubedout. Cela n'a évidemment pas arrangé les conditions de vie et de travail des salariés qui dépendent de la municipalité et du conseil régional — celui-ci vient également d'être conquis par l'opposition après les cantonales. Un responsable de la CGT, porte-parole de l'intersyndicale CGT-CFDT de la SEMITAG, répond à nos questions.

De notre correspondant

Peux-tu nous expliquer la grève des transports urbains de la SEMITAG.

Pour bien comprendre le contexte dans lequel s'est développée la lutte, il faut revenir deux ans en arrière. Depuis les municipales de 1983 la droite est majoritaire dans les collectivités locales, notamment au sein du SMTG (syndicat mixte des transports en commun). La SEMITAG (transports de l'agglomération grenobloise) est financée à 50 % par le conseil général et à 50 % par le SIEPARG (syndicat intercommunal). La ville de Grenoble verse 60 % des fonds de celui-ci.

Depuis quinze mois, les pressions sur les travailleurs, et la remise en cause des acquis se sont succédés. Les avertissements se sont multipliés. Sur les dix-sept départs récents de l'entreprise, on compte treize licenciements. Les accords salariaux ont été remis en cause (deux primes n'ont pas été payées à l'automne 1984). Les droits syndicaux ont subi le même sort : téléphone coupé, exigence de délais pour les délégations... Face à ces attaques et aux questions quant à

grève, sans obtenir de réponse satisfaisante.

La grève d'aujourd'hui est donc l'aboutissement de ces quinze derniers mois ?

Oui, la grève a démarré le 7 mars à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT. Très largement majoritaire, suivie à 80 %, elle est reconductible quotidiennement par l'assemblée générale des travailleurs. La CFTC et FO, minoritaires dans l'entreprise (120 voix sur 800 travailleurs), n'en sont pas partie prenante. A ce jour, la grève se poursuit, tandis que les négociations avec la direction n'aboutissent pas. Celle-ci se cantonne sur ses analyses et ses propositions, jugées inacceptables par le personnel et l'intersyndicale. Durant ces jours de grève, la détermination de chacun a fait connaître notre mécontentement à permis de créer un rapport de forces. Nos revendications demeurent quant à la garantie de l'emploi, les avantages acquis, le droit d'expression, la mise en place d'un réel service public, qui correspond à la demande des usagers.

Comment s'est déroulée la grève.

Pendant les trois premiers jours, nous nous sommes employés à expliquer le sens de notre lutte auprès des usagers. Seize mille tracts ont été distribués dans la ville. Avec la mise en place des piquets de grève à la sortie des dépôts. Nous sommes ensuite restés tournés vers l'entreprise, réduisant les possibilités de popularisation de la lutte. Le mécontentement parmi les usagers a grandi, avec l'aide de la presse locale qui s'est faite l'écho des communiqués mensongers de la direction. Le 15 mars, le tribunal de grande ins-

tance a ordonné l'expulsion et condamné douze chauffeurs à payer une astreinte de 5 000 francs chacun. Nous avons décidé alors de lever les piquets de grève, pour éviter d'être isolés, et pour répondre publiquement aux mensonges de la direction.

De quels soutiens bénéficiez-vous auprès des unions locales CGT et CFDT ?

Les UL CGT et CFDT ont été alertées. Elles ont travaillé régulièrement avec nous. Elles ont sorti cette semaine chacune un tract d'appel à la solidarité avec les travailleurs de la SEMITAG.

LONGWY Contre la flexibilité de l'emploi

Alors que le plan acier continue à s'appliquer en Lorraine sans riposte d'ensemble, il suscite des réactions, là où sa mise en pratique détériore les conditions de travail de ceux qui restent dans la sidérurgie. A Longwy, au TU et au train-fil, la direction veut faire travailler le samedi à partir de début avril. Vu la fermeture de Gandrange, elle a plus de commandes dans l'immédiat et veut les honorer sans embaucher. En fait elle essaie d'appliquer la flexibilité de l'emploi : aménager le temps de travail en fonction des commandes. Les travailleurs ont déjà répondu non. Au TU, le 13 mars, au train-fil, le 15, ils ont débrayé pendant deux heures dans leur quasi-totalité. Le 18 mars, ils ont manifesté lors de la réunion des délégués. La revendication est claire : la cinquième équipe qui permettrait d'éviter le travail du samedi (elle existe déjà au haut fourneau).

Si l'unanimité se fait chez les travailleurs pour refuser les propositions de la direction, il n'en est pas de même au niveau syndical. Au TU chacun agit dans son coin. Au train-fil, le débrayage du 15 a été unitaire, CGT-CFDT, mais sans tract d'appel commun. Il faut pourtant en arriver là car la lutte sera longue pour obtenir la cinquième équipe que la direction n'est pas prête à accorder. Pour forger cette unité nécessaire, pourquoi ne pas réunir des assemblées générales, où tous viendraient s'exprimer et où les travailleurs trancheraient. C'est ce que propose le bulletin de la LCR du train-fil.

THOMSON Des débrayages à Saint-Egrève

Depuis le 22 février, les travailleuses de la division circuits intégrés de Thomson de Saint-Egrève sont en lutte

Le résultat des cantonales dans l'Isère, en donnant à la droite la majorité au conseil général, accentue sa mainmise sur les collectivités locales, notamment à la SEMITAG. Une victoire des travailleurs de la SEMITAG indiquerait clairement à la droite locale qu'elle ne pourra pas faire n'importe quoi dans les services publics.

Que penses-tu des conséquences pour vous de la majorité emportée par la droite aux cantonales ?

Propos recueillis par Elsa Lona

Le résultat des cantonales dans l'Isère, en donnant à la droite la majorité au conseil général, accentue sa mainmise sur les collectivités locales, notamment à la SEMITAG. Une victoire des travailleurs de la SEMITAG indiquerait clairement à la droite locale qu'elle ne pourra pas faire n'importe quoi dans les services publics.

Propos recueillis par Elsa Lona

DE NOS CORRESPONDANTS

Toulouse ? Les directions syndicales préfèrent parler aménagement du temps de travail, à la « sauce patronale ». Amener son gosse à la nourrice le soir parce que l'on va se lever à 3 heures et demi du matin, voir son conjoint à la va-vite... Ce n'est pas une vie !

La LCR est présente dans l'animation de la lutte et dans sa popularisation dans l'agglomération.

PEUGEOT-SOCHAUX Les jeunes veulent du boulot

Vendredi 15 mars, une centaine de jeunes chômeurs venaient manifester leur colère aux portes de l'usine Peugeot de Sochaux. Ils furent accueillis par une trentaine de militants de la CGT. Ils pénétrèrent ensemble dans l'usine en scandant : « On veut du boulot ! » Une voiture sonna précédait cette mini-manifestation dynamique. Les réactions dans l'usine étaient diverses. Certains cadres disaient : « Ils ont les cheveux longs, les cons, c'est à Fabius qu'il faut réclamer du boulot. » Mais il y eut dans les ateliers de la part des ouvriers des réactions plus positives. « Les jeunes ont raison, il faut qu'ils s'organisent, maintenant. » Un manifestant prit la parole au building central devant un cordon de cadres. Il leur dit au passage, « Vous pouvez bien nous photographier, et nous traiter avec mépris. Cela ne nous empêchera pas de revenir, plus nombreux s'il le faut. » On entendit à plusieurs reprises à la sono : « Les ouvriers avec nous. »

Ce n'est qu'un début, affaire à suivre. Trois comités de chômeurs ont été créés à l'initiative de la CGT. Les élections de délégués du personnel se déroulaient, il est vrai, le 20 mars dans l'usine. Mais il faut espérer que la manifestation du 15 mars n'était pas simplement un feu de paille, que c'est le début d'un mouvement appelé à s'amplifier. Il y a plus de huit mille chômeurs dans le pays de Montbéliard.



UNE TRIBUNE LIBRE
DE RENE SCHULBAUM

Remonter la pente !

Il y a quelques mois, la LCR et la Fédération de la gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne adoptaient une déclaration commune en faveur de la construction d'une alternative anticapitaliste. René Schulbaum, membre de la direction de la FGA, résume ses positions dans la tribune ci-dessous.

La société consensuelle, qui se met inexorablement en place, correspond objectivement à la fois au progrès technologique et à la capacité croissante du capitalisme international à le mettre à son service pour augmenter ses profits, sa puissance financière, et, en conséquence, augmenter davantage encore sa domination.

Le seul obstacle sur cette route aurait pu être le mouvement ouvrier, et, plus particulièrement, ses organisations à l'idéologie de classe.

Mais l'avatar historique stalinien, l'existence de ce qu'on appelle le « socialisme réellement existant » dans une partie du monde, ont affaibli à la fois la conscience de classe et la capacité de résistance des travailleurs.

L'accroissement du potentiel industriel technique, sous le contrôle exclusif de la classe dominante, le morcellement voulu du salariat en plusieurs couches, dont les intérêts divergent de plus en plus, la diffusion par les mass-media de l'idéologie de consensus à « l'inévitable », sans compter l'influence du système éducatif, sont les facteurs de la situation de défaite que nous subissons.

Le « sursaut » — institutionnel ! — de l'arrivée de la « gauche » au pouvoir en France, avec le gouvernement gérant en totalité les intérêts de la bourgeoisie, en alliance — de fait — avec le patronat, ont accéléré le processus de morcellement de la classe ouvrière. L'effondrement des espoirs des travailleurs (non justifié, bien entendu, mais ceci est un problème de plus) nous a amenés, les uns et les autres, dans la situation où nous sommes, tous.

La recomposition

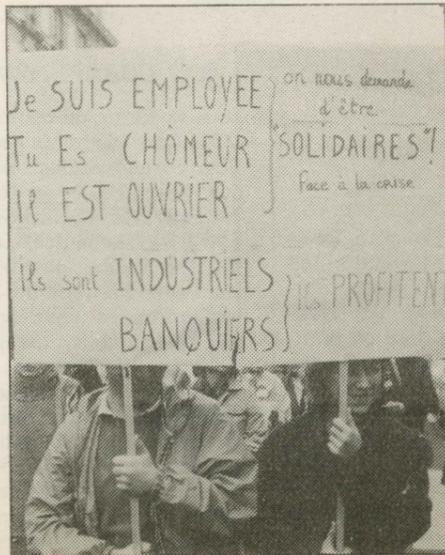
Pour nous, Gauche autogestionnaire, il est évident que la « recomposition » du mouvement ouvrier, et on craint de devoir repartir quasiment à zéro, ne peut être que le fait de ce qu'on appelle globalement « l'extrême gauche », et qu'elle ne peut s'effectuer que sur des bases de « classe », c'est-à-dire sur l'objectif de destruction de la société capitaliste en vue d'instaurer une société autogestionnaire des travailleurs, vraiment socialiste.

Mais toutes les organisations de cette nature, je n'excepte personne, pas plus nous que vous, ont commis des erreurs, pratiques, tactiques, théoriques. Il est donc nécessaire d'engager un débat sur ces problèmes, même si cela est désagréable, même si cela doit ébranler des « certitudes » auxquelles on s'est habitué.

Deux conditions, d'abord

Sous peine de ne rester qu'un mouvement intellectuel, il nous faut d'abord nous mettre d'accord sur deux points fondamentaux :

1) Nous accrocher sur le « terrain » des luttes. Les luttes défensives actuelles, les luttes de désespoir menées par les travailleurs le dos au mur, il nous faut absolument être « dedans », être parmi les travailleurs qui se battent, être à leur écoute, débattre avec eux, recueillir leurs avis, leurs expériences,



analyser avec eux la situation, tirer les leçons ensemble...

2) Par l'analyse et le débat, définir clairement de quelles couches de travailleurs nous sommes les porte-parole, l'expression, la « conscience de classe ». Quelles couches de travailleurs ont un intérêt objectif, un intérêt « historique », au changement révolutionnaire de la société ? Le concept global de la « classe ouvrière » ne nous paraît plus répondre à la réalité. C'est douloureux, mais il faut regarder les choses en face. La clarification de ces deux points permettra d'avancer ensuite.

Recomposer, avec qui ?

Compte tenu qu'il y a des divergences évidentes, il nous faudra définir avec qui, en tant qu'organisation, une confrontation, un débat, une action commune sont possibles. Et quel est le terrain commun, la base sur laquelle une telle convergence, une telle coalition, et un tel mouvement, sont possibles. Nous disons « mouvement » et non « parti » ; nous croyons que la forme d'un « parti » de type révolutionnaire, avant-gardiste, etc., ne peut être « opérationnelle » actuellement. Cela ne facilite pas les choses, mille regrets.

Dans une interview précédente, parue dans *Rouge*, Bernard Charlot en a donné une définition qui nous paraît parfaitement acceptable et adaptée. « Il faut s'efforcer de rassembler toutes les organisations, mais aussi des milliers de militants à gauche de la "gauche", sur une base anticapitaliste. » Pour nous, c'est OK !

Mais l'expérience nous l'enseigne, il faut que la base « anticapitaliste » soit clairement exprimée, clairement affirmée, sans détours, en toutes lettres, en toutes actions, sans dissimulation derrière des fadaises du type « déconstruction de la société capitaliste » (par exemple...).

A cet égard, l'appel commun de la LCR et de la Gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne, que nous avons signé ensemble, après un bon et fraternel débat, franc et sans détours, est un exemple de la voie qu'il faut suivre.

Bases claires au départ : on discute entre

2 500 000 francs pour 1986

Des contrats militants dès maintenant

2 500 000 francs : une somme élevée, une somme à la hauteur des ressources qu'exige cette campagne politique centrale.

Une campagne qui jouera un rôle important dans la construction d'une force anticapitaliste pour battre la droite et l'austérité.

Une campagne pour présenter la LCR, mais aussi avec toutes les forces qui seront partie prenante d'un tel projet : le maximum de candidatures unitaires, une nouvelle force politique à la gauche de la gauche.

Dans toutes les circonscriptions, dans toutes les régions, des candidats unitaires doivent exprimer l'émergence d'une nouvelle force politique qui commence à tirer les enseignements de l'expérience de 1981, affirme une alternative à la politique du PS et du PCF.

Commençant dès maintenant une bataille pour la proportionnelle intégrale, les révolutionnaires se saisiront, en cas de modification de la loi électorale, de toutes les opportunités pour avoir des élus.

Tout cela coûte beaucoup d'argent

2 500 000 francs : voilà le coût approximatif d'une campagne pour assurer une présence optimale de la LCR dans cette campagne.

Voilà pourquoi nous commençons dès maintenant la souscription auprès de tous nos sympathisants et amis.

Chaque initiative de la LCR, meetings, cercles ouverts, vente de *Rouge*, etc. doit être l'occasion de souscrire pour 1986.

Mais dès aujourd'hui, pour assurer la continuité et la régularité de cette souscription nous proposons à tous nos amis, à tous nos sympathisants un **contrat militant**.

Contrat de trois, six mois ou un an d'ici mars 1986 où chaque mois sera versée une contribution régulière de 50, 100, 200 francs ou plus pour la souscription 1986.

Ces contrats, dans une situation où nous avons besoin du soutien de tous, seront matérialisés par une lettre de la LCR et des cartes mensuelles qui seront remises à chaque versement.

Ces contrats, nouvelle forme de lien entre la LCR et des milliers de jeunes et de travailleurs, qui sympathisent avec la LCR sans être prêts dès maintenant à militer dans un parti, sont décisifs pour avoir les moyens de notre politique.

D'avance nous remercions tous nos sympathisants, tous nos amis pour leur soutien.

Souscription au 25 mars :

G. M. Paris	500 F	Y. C. Paris, « Pour la présence	
D. A. Mirande (32)	100 F	de vos candidats en 1986 »	50 F
Le docteur de Berlin	150 F	R. G. Marseille, « Pour des	
H. E. Taverny (95)	100 F	candidatures unitaires »	200 F
R. J. Paris	300 F	A. C. Paris, « Pour vos actions	
S. F. Algérie	500 F	contre Le Pen »	100 F
P. B. Courbevoie (92)	100 F		
		Total :	3 100 F

gens du même bord ; on essaie de confronter nos analyses, on essaie de comprendre nos motivations, les uns et les autres, et surtout on essaie de comprendre les travailleurs, sans leur promettre des illusions ou des alliances douteuses. Difficile, oui. Mais il n'y a plus de pain blanc à bouffer, il n'y a que du pain noir, dur à mâcher et à remâcher. Ne pas cacher les divergences, le débat doit être franc ; si on les cache, elles ressortiront ; et puis il est temps de considérer que les travailleurs sont adultes et qu'ils sont, eux, nos juges, en instance et en appel.

Peut-être pourra-t-on voir, dans un tel débat si, nous, on souffre de « crispation sectaire », par rapport à une « décripation » qu'on peut estimer « opportuniste »

et qui, surtout, a toujours été inefficace.

Là aussi c'est un débat de fond qu'il nous faut entamer à la lumière des expériences. C'est aussi une question de « crédibilité », auprès des travailleurs, la seule qui compte. Ne pas oublier que chaque alliance douteuse heurte le sentiment profond des travailleurs. Dire ces choses clairement, cela aussi est une manière concrète d'avoir une attitude de rupture.

Pour ceux qui croiraient que notre position est une position découragée, nous leur disons qu'ils se trompent. Pour avancer il faut dire tout, ne rien cacher. Le chemin est difficile, mais c'est le seul valable, le seul porteur d'avenir.

René Schulbaum

INTERVIEW DE TROIS MILITANTES DE LA MAISON DES FEMMES DE PARIS

« Casser l'isolement, enclencher une dynamique »

Maya Surduts, Hélène Gimenez et Danièle Martinet, trois militantes de la Maison des femmes de la cité Prost (Paris) ont accepté de faire le point sur le mouvement des femmes à Paris à l'occasion du 8 Mars et de nous parler de la « Rencontre des lieux de femmes » qui se prépare pour décembre 1985.

● Le 8 Mars, cette année, a particulièrement été occulté par les médias. Vous avez cependant tenu des initiatives pendant deux jours à la Maison des femmes. Quel bilan en tirez-vous ?

Maya — Le 8 Mars est un révélateur parmi d'autres. Nous avons pris récemment des positions politiques très importantes sur les mesures gouvernementales, sur le Plan famille, sur le travail à temps partiel. Nous nous sommes donné les moyens de faire les communiqués au bon moment, nous avons envoyé un article au Monde... Rien n'est passé !

Hélène — Ce qui est passé à la radio, à la télé, n'était pas seulement médiocre, c'était en régression. Je me souviens d'avoir entendu sur France Inter, le jour du 8, au journal de 19 heures, le commentaire d'un journaliste sur les femmes qui reprenait tous les lieux communs, les plus éculés, « la femme mère, la femme en-

fant, la femme séductrice », etc. Et qui concluait son envolée lyrique par cette phrase historique : « Femmes que nous aimons, qui nous donnent la vie... à condition que vous ne confondiez pas féminité et féminisme » ! Alors ça me paraît très symptomatique du désert que nous traversons en ce moment. Cela étant, les initiatives et les débats qui n'ont pas cessé du vendredi au dimanche soir ont attiré à la Maison des femmes qui n'avaient pas l'habitude d'y venir. Deux à trois cents sont venues à un moment ou à un autre. Et ça, c'est très positif.

Danièle — Il y a deux choses qui m'ont frappées. D'une part la présence importante de jeunes femmes immigrées qui ont participé à l'ensemble des débats. D'autre part, la richesse de ces débats et une volonté commune de poursuivre. Ce qui fait que cette journée n'est pas apparue comme



une journée ponctuelle, qui s'arrêterait là.

Maya — Je pense qu'il y a autour de la question du racisme et du sexisme — nous essayons de poser la liaison entre les deux — un renouveau de l'activité, un élan, une combativité qui est tout à fait notable et une possibilité d'aller de l'avant, ensemble, sur ce terrain. Un des exemples en est la permanence Solidarité femmes sans papiers que nos copines du Collectif féministe contre le racisme ont mise en place à la Maison des femmes avec plusieurs associations de femmes immigrées.

Danièle — Le débat sur le travail à temps partiel a également présenté une avancée du point de vue de l'argumentation, avec la compréhension que la bataille pour le refus du temps partiel nous oblige à poser le problème du rapport des femmes au travail salarié et au travail domestique.

Hélène — On a formulé la chose suivante, c'est que le travail à temps partiel tel qu'il est offert aujourd'hui rend « invisible » le travail des femmes à temps partiel exactement comme est « invisible » le travail domestique. Bon, elles sont « bouche-trous », déqualifiées, sous payées, marginalisées, atomisées, pas reconnues socialement. On en arrive de ce fait à une « domestication » du travail salarié des femmes au lieu que celui-ci puisse représenter pour elles une possibilité d'autonomisation.

Maya — Je voudrais rajouter qu'il y avait également la conscience que les mesures sur le temps partiel et celles du Plan famille se complètent. Elles s'intègrent dans

le projet plus vaste de la bourgeoisie et du patronat qui est de nous amener vers une société duale, avec des citoyens à part entière et des citoyens de seconde zone, sans droits, sans moyens, sans rien. Et ce seront les femmes qui en fourniront les bataillons serrés, qui seront un élément essentiel dans la mise en place de ce projet.

● Pouvez-vous maintenant nous parler du projet que vous avez d'organiser une « Rencontre des lieux de femmes » pour décembre 1985 ?

Hélène — Le titre exact c'est « Rencontre de lieux d'initiatives et d'expression des femmes ». C'est un projet très ambitieux qui est une rencontre de toutes les associations sans exclusive. C'est-à-dire qu'en dehors des associations qui se déclarent ouvertement de droite, nous avons contacté toutes les associations possibles qui œuvrent sur le terrain des femmes. Il s'agit de casser l'isolement, l'atomisation et de tenter d'enclencher une dynamique.

Maya — Nous sommes conscientes que nous sommes dans une période non seulement de mutations mais aussi de crise et de difficultés très grandes. Nous avons obtenu des acquis au plan législatif mais nous ne savons pas comment cela a bénéficié aux femmes selon les catégories sociales. D'autre part nous sommes dans une période de remise en question, de crise idéologique avec des phénomènes contradictoires, il faut savoir quels sont les besoins réels des femmes, quelles priorités elles établissent. C'est dans cette perspective que nous impulsions cette rencontre pour qu'elle

donne lieu à une véritable enquête menée par des femmes qui sont impliquées dans la lutte à tous les niveaux.

Avec cette rencontre nous espérons mettre en place des coordinations, des liens minimaux, à définir ensemble, et peut-être des objectifs de lutte communs. Cette rencontre nationale devrait être relayée par des rencontres régionales que nous situons autour de juin. Pour préparer cette initiative, nous avons élaboré un questionnaire que nous avons présenté ainsi que le projet lors de la première rencontre nationale, en décembre dernier. Le questionnaire est alors descendu dans les régions. Il est repris également par le MFPP qui est partie prenante du projet au plan confédéral.

● En vous donnant cette perspective, vous misez sur le fait qu'il continue d'exister des groupes de femmes organisées et une activité féministe en France. Vous basez-vous sur des éléments précis pour cela ou bien est-ce seulement un parti ?

Maya — D'une part, nous les savons, il existe encore des groupes féministes en France. D'autre part, il y a des associations de femmes qui ont été créées ces dernières années, notamment sous l'impulsion de la gauche, et nous faisons le pari qu'elles ont suivi une certaine évolution, qu'elles ont été marquées par l'imprégnation des idées féministes. Il existe aussi des féministes qui ne sont plus actives dans le mouvement mais qui ont gardé une démarche féministe dans le cadre de leur profession, que ce soit dans les secteurs sociaux, les ministères, la recherche, etc. Et nous

savons qu'elles sont prêtes à nous apporter les données, les moyens, les acquis de leur pratique professionnelle.

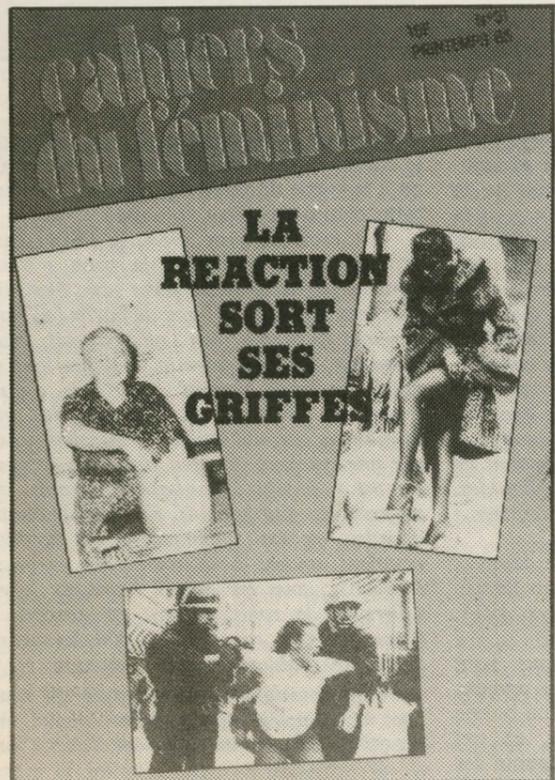
● Pouvez-vous expliquer ce que sont ces associations et ce qui peut les réunir ?

Maya — Il y a déjà une cinquantaine d'associations qui ont répondu. Des associations féministes mais aussi des associations féminines professionnelles comme Retravailler ou des associations familiales et rurales, des associations qui s'occupent des couples en difficulté, de divorces, etc. Ce sont des associations qui ne se réclament pas du féminisme mais qui ont trouvé utile de remplir le questionnaire et donc qui ont une certaine démarche. On sent bien l'intérêt qui se manifeste pour cette rencontre. On peut dire qu'il y a une sorte de dynamique qui s'enclenche.

Hélène — J'aimerais rajouter que si c'est la Maison des femmes qui impulse cette initiative, c'est que cela correspond tout à fait à ce que nous souhaitons que soit cette maison, un lieu ouvert et pluraliste, un lieu de rencontre où les groupes de femmes puissent confronter leurs points de vue. Enfin un lieu où l'on puisse faire appel de manière centrale à la solidarité. Par exemple, il existe une permanence Solidarité des femmes entre elles qui accueille toutes les semaines des femmes pour des problèmes qui peuvent aller du rapt d'enfant à la violence subie en passant par les problèmes avec les propriétaires d'immeuble, tout ce que l'on peut imaginer comme violence faite aux femmes dans notre société. Il y a eu également une solidarité très forte qui s'est organisée à partir de la Maison des femmes autour de deux procès, l'un pour viol, l'autre pour diffamation. Et c'est ce qui me fait dire que cette chaîne féministe que l'on croit morte continue d'exister, qu'elle est prête à refonctionner quand le contexte le permettra. C'est pour cela qu'il est très important pour nous de maintenir ouverte cette Maison des femmes. Et c'est aussi cela que nous essayons de réactiver au niveau national avec la rencontre. Nous comptons beaucoup sur les femmes de province qui ont répondu une première fois et qui étaient très déterminées, parce que nous savons qu'il existe déjà des structures de travail en commun et de solidarité entre les différentes associations dans les villes de province.

Propos recueillis par Sonia Folloni

N'oubliez pas



NICARAGUA

La vie en temps de guerre

Quarante familles vivaient dans un hameau isolé, près de la frontière du Honduras. Pour échapper à la guerre imposée par les ex-gardes somozistes, elles se sont retirées de cette zone de combat. Ce déménagement a donné naissance à une nouvelle coopérative agricole. Les difficultés, les joies, les espérances de ces gens... Les correspondants de « Rouge » au Nicaragua racontent.

Il est quatre heures de l'après-midi, les travaux des champs sont terminés. Peu à peu, hommes et femmes de l'asentamiento se réunissent au milieu de leur nouveau village. Pas de chaise, pas de table, tous s'assoient dans l'herbe. La salle de réunion, c'est pour plus tard, quand la maison communale sera construite.

Ce soir, comme depuis une dizaine de jours, Marcial anime un atelier de formation, le CBOC (Cours basique d'organisation coopérative). « Le CBOC est un outil qui doit nous permettre de faire mieux marcher notre coopérative. On discute ensemble comment on pourrait s'organiser et produire mieux tous réunis. Pour une partie d'entre nous c'est difficile ; avant on travaillait chacun sur sa terre », explique Don Marcial.

L'asentamiento Heroes y Martires del Mojon n'a pas six mois d'existence. La majorité de ses habitants sont nouveaux venus dans cette vallée de Somoto. En juillet 1984, il leur a fallu laisser leur hameau d'origine, le Mojon, situé à seulement deux kilomètres de la frontière avec le Honduras. Les risques d'intervention, les attaques incessantes de la contra les ont obligés à se réfugier à une vingtaine de kilomètres à l'intérieur, dans une coopérative où ils sont en train de reconstruire un village. « Là-bas, nous avions tous notre lopin de terre où on cultivait du café, du maïs. On s'en sortait bien », raconte Marcial, vieux dirigeant du hameau. « Nous étions tous organisés dans la coopérative de crédit et service. Quelques mois avant notre départ, l'Etat nous avait donné 300 manzanas d'une finca confisquée à un riche après le triomphe. On n'a pas pu la travailler, c'était trop dangereux ; elle était trop proche de la frontière. »

Le hameau menacé

Le hameau du village de San José de Cusmapa était menacé, dès les premiers mois de la révolution, par les guardias de Somoza, réfugiés au Honduras. Peu à peu, ses habitants organisaient leur défense. Au début, après un entraînement rapide, avec quelques vieilles armes, ils servaient de renfort aux postes frontières. En 1983, au moment de la première grande offensive contra depuis le Honduras, ils sont directement attaqués. Ils se transforment alors en combattants permanents : ils reçoivent des armes automatiques, se mettent à organiser des patrouilles, journalières, sur leur territoire, à sortir en groupe armé pour travailler dans les champs, et puis à regrouper leurs habitations pour constituer un nouveau village d'une cinquantaine de maisons. « Des quarante familles regroupées, nous étions quarante armés en permanence. Jour et nuit, il nous fallait assurer la vigilance. Cinq fois, nous avons été attaqués, mais jamais la contra ne nous a fait peur. Ils n'osaient pas se frotter à nous, connaissant le niveau d'organisation que nous avions », continue Marcial. « A la fin, on n'arrivait même plus à s'occuper correctement de nos terres. On n'avait plus

l'esprit à ça. Petit à petit, on était devenu pratiquement des militaires. »

Ce niveau d'organisation touchait aussi les femmes. L'AMNLAE rassemblait la majorité d'entre elles, comme l'explique sa responsable Petiona : « Nous avons nos projets de production, nous les femmes.



D'abord les parcelles de légumes, et puis le projet de pain, tout ça en collectif. On avait des difficultés, bien sûr, c'était la première fois qu'on cultivait ; alors, imaginez-vous tous les problèmes avec les insectes, avec les mauvaises herbes, et puis surtout entre nous, pour arriver à se mettre d'accord... Mais on produisait. »

Délégué de la parole

La plus grande partie des hameaux de San José de Cusmapa est également organisée en autodéfense. Sur 5 000 habitants, cette commune compte plus de 1 000 hommes armés entre miliciens et réservistes, chiffre bien supérieur à la moyenne nationale. Cette situation a, en partie, son explication dans le travail effectué par l'église progressiste, plusieurs années avant le triomphe. « Dans les années soixante-dix, ajoute Marcial, quelques paysans des hameaux, comme moi, ont commencé à travailler avec le Père Suazo, de Somoto. On était délégués de la parole, dans notre communauté. Notre travail consistait à conscientiser, petit à petit, les gens en mettant en relation les écritures de la

Bible et la vie quotidienne. Au Mojon, après dix ans de réunions, d'activités de production comme un collectif de légumes qu'on avait réussi à monter, des cours d'alphabétisation par l'intermédiaire de l'école radiophonique, on avait regroupé l'ensemble de la communauté. Bien sûr, on était vu d'un mauvais œil par les guardias et les notables. Ils nous faisaient surveiller par des mouchards, les "jueces de campo". Certains d'entre nous ont même été menacés. Dans les derniers temps avant le triomphe, les gens participaient moins, à cause de la répression. Le commandant de la Guardia aurait bien voulu nous liquider, on le gênait, mais c'est difficile de toucher à l'Eglise. »

Le front avait également tenté de créer une base sociale mais la répression féroce, suite à la découverte du réseau en 1974, empêchait un travail massif.

Après le triomphe, les bases sont établies ; les dirigeants, souvent ces anciens délégués de la parole, ont déjà une bonne expérience du travail de masse, ce qui favorisa la tâche du FSLN. Avec l'appui des communautés de base, se créent les CDS, les milices des hameaux, etc. Les bases se

consolident et empêchent la pénétration de la contra qui tentera chaque fois, à l'entrée ou à la sortie du territoire national, d'éviter cette commune bien organisée.

Au mois de juin 1984, le FSLN leur propose de se retirer de la zone. « Nous sommes partis de notre plein gré ; bien sûr que personne n'a été forcé de partir ! C'était devenu intenable, on ne pouvait plus travailler, il fallait faire la vigilance jour et nuit », continue Marcial. « En plus, c'était avant les élections, il y avait des informations sur une offensive massive, voire sur une invasion. Et bien sûr, dans ce cas-là, on y passait. A quarante armés, on n'aurait pas fait le poids. En plus, de temps à autre, on était mobilisés et les familles restaient seules, à la merci des contras. D'ailleurs, tous les autres hameaux frontaliers de la zone, avaient été évacués à Cusmapa, cela représente 2 000 personnes sur 5 000 habitants de la commune. »

Une commission de paysans est élue par le hameau pour aller visiter la coopérative où on leur propose d'aller s'ins-

● ● ●
taller. Quelques jours plus tard, lors d'une assemblée générale, trente-quatre des quarante familles décident d'aller y vivre, les six autres préférant rester au village de Cusmapa chez des parents. « On est tous parti en camion, en laissant une bonne partie de ce qu'on avait : nos animaux, nos maisons, notre charrette. On a emporté le minimum », raconte Prospero, responsable du CDS. « Même si c'était nécessaire, c'est dur de tout laisser derrière soi. On vivait tous là depuis très longtemps, on y avait nos habitudes, on connaissait bien la terre... Et du jour au lendemain, il a fallu repartir à zéro. Tant d'années de travail pour tout perdre, à cause de ces contras. »

Une nouvelle coopérative

La coopérative se trouve non loin de Cusmapa, dans une vallée fertile de Somoto, commune du nord des Segovias. Elle comptait une vingtaine de membres, avant l'arrivée des gens du Mojon. « Nous avons été bien accueillis par les anciens membres. Au début c'était difficile, on logeait tous entassés dans le hangar à tabac, les enfants étaient malades ; pour la nourriture, ils nous prenaient en charge, toutes les provisions des camarades y sont passés », reprend Marcial. « Petit à petit, on s'est habitué et on a commencé à s'organiser. Il y avait les maisons à construire. L'Etat nous donnait le matériel et l'aide technique, mais nous devions nous-mêmes, avec l'aide des femmes, les construire. En même temps, il fallait réaliser les travaux des champs car les anciens membres avaient prévu notre arrivée et semé beaucoup, trop d'ailliers. En plus de tout cela, on était mobilisé d'un moment à l'autre car la situation était difficile à cette époque dans le Nord, il y avait des combats un peu partout... les élections approchaient. »

Les techniciens se sont trompés

Aujourd'hui, pratiquement tous ont leur maison. Les récoltes sont terminées, les résultats ont été plutôt mauvais. Thomas, vieux membre de la coopérative et responsable de production explique : « Les techniciens se sont trompés ; ils ont fait le plan de production à notre place et cela a été un échec. D'abord, ils nous ont dit que ceux du Mojon arrivaient pour les premiers travaux, qu'on allait être une centaine de membres pour travailler les cultures et puis, qu'en plus, les femmes et les enfants allaient travailler et qu'il fallait un projet de tabac pour les occuper... Rien n'a marché comme on aurait voulu, vous pensez, c'était trop de choses à la fois. D'abord, ils sont arrivés un mois et demi après les semis et désherber, à la main, 150 hectares, c'est impossible à vingt. Et puis, quand ils sont arrivés, ceux du Mojon n'avaient pas la tête au travail. En plus, ils n'avaient pas l'habitude de travailler en groupe, ils ne savaient pas ce qu'est une coopérative de production. Les techniciens avaient, aussi, oublié que personne d'entre nous ne connaissait la culture du tabac. On n'a pas pu faire face à un projet pareil. Sans compter qu'il y avait toujours des mobilisés et qu'il fallait construire les maisons. »

Avec l'aide du CBOC, ils apprennent à se connaître, à réfléchir et discuter des problèmes en groupe, à connaître le mode de fonctionnement d'une coopérative et à définir ainsi leur propre organisation : « Jusqu'à présent, je ne savais pas ce qu'était une coopérative et, avec les cours, je comprends peu à peu. Travailler sans réflexion, c'est comme marcher sans savoir où on va », explique Prospero.

C'est difficile car la majorité d'entre eux ne sait ni lire ni écrire, car ils ont rarement fait un tel effort d'abstraction. Mais ils sont conscients de l'enjeu pour leur futur : « Nous, qui nous formons ici, c'est pas pour qu'on reste dans notre coin... C'est comme une chandelle, ça ne sert à rien de l'allumer et de la mettre sous le lit. Il faut la mettre le plus haut possible pour qu'elle illumine partout », conclut Marcial, responsable du cours et aujourd'hui vice-président de la coopérative.

Collectif Diaz y Sotelo



GUERRE IRAN-IRAK

La boucherie guerrière

Les marais d'Howeizah. Quelques semaines de folie ont rajouté un nom à la trop longue liste des boucheries guerrières, où l'héroïsme actif ou forcé des combattants n'a d'égal que la vanité des buts de la guerre pour lesquels ils tombent. La mort rôde par dizaines, par centaines, par milliers.

Depuis cinq ans, qu'elle fasse ou non l'actualité, la guerre Iran-Irak dépasse par son ampleur tout autre conflit entre deux Etats dominés. L'année dernière, les analystes estimaient que les Iraniens avaient eu 180 000 morts et les Irakiens 80 000 et que le nombre des blessés de part et d'autre pouvaient être évalué à 540 000 et 240 000 respectivement.

Il y a deux ans, l'Iran estimait déjà que les dommages de guerre infligés par l'Irak (aucune estimation côté irakien n'étant disponible) s'élevaient à 100 milliards de dollars. Et il faudrait peut-être en fait multiplier par deux ou trois ce chiffre déjà astronomique pour prendre en compte les derniers développements de la guerre « anti-cités » des Irakiens et le renforcement des attaques aériennes contre le potentiel industriel iranien.

Les tournants d'une guerre

Le projet initial de Saddam Hussein, fin 1980, début 1981, était, au travers d'une invasion militaire partielle du Sud-Iran, de faire tomber le régime Khomeiny en espérant notamment que l'ex-armée impériale pourrait jouer un rôle décisif dans ce processus. Le pronostic s'est révélé faux. L'attaque iranienne a ressoudé autour du régime de Khomeiny l'essentiel de la population et a contribué à le stabiliser. Même les masses arabes iraniennes du Khouzistan sont restées loyales à Téhéran. Quand l'Iran, en 1982, a stabilisé le front militaire puis repris l'offensive jusqu'à chasser complètement les troupes irakiennes au-delà des frontières internationales, les buts du régime de Téhéran se sont également modifiés. Il ne s'agissait plus tant

de récupérer le territoire national que de continuer la guerre jusqu'au renversement de Saddam Hussein.

Au profit de l'impérialisme

L'intervention militaire iranienne sur le sol irakien et les buts de guerre affichés par Khomeiny ont ressoudé pour un temps autour du Baas la population irakienne, y compris sa fraction chiite. Sur le plan militaire, Saddam Hussein ne peut plus espérer briser le corps de bataille iranien, malgré son infériorité matérielle, ni à plus forte raison renverser le régime politique de Téhéran. Et l'inverse vaut pour le régime Khomeiny. Il est certain que les Etats arabes de la région et derrière eux l'impérialisme américain et français seront tentés d'intervenir encore plus directement en cas de menace d'effondrement du régime de Bagdad.

Il ne fait guère de doute que cette guerre et sa poursuite profitent à l'impérialisme. D'abord elle a permis de neutraliser les deux principales puissances régionales opposées à la politique américaine et israélienne au Moyen-Orient. La menace de la subversion islamique a favorisé le retour dans le giron des Etats arabes de l'Egypte de Moubarak tandis que les Etats-Unis mettaient à profit le conflit pour rétablir leurs liens diplomatiques et économiques avec l'Irak et pour jouer davantage les parrains protecteurs pour l'Arabie saoudite et les émirats du golfe. Enfin, du fait de l'effort de guerre, le régime iranien, malgré sa ligne officielle « Ni Ouest ni Est », s'est rouvert aux échanges économiques et commerciaux (qui ne se limitent pas aux ventes d'armes et de

nourriture) avec les impérialismes britannique, allemand et japonais.

La France de Mitterrand, quant à elle, est le deuxième fournisseur d'armes de Bagdad et l'importance des intérêts économiques français présents en Irak est telle que leur solvabilité paraît directement liée au maintien du régime baasiste. C'est évidemment aussi pour des arguments purement idéologiques que l'on peut voir comme par hasard la fine fleur de la racaille gaulliste et paragaulliste, assortie de quelques personnalités universitaires ou littéraires, multiplier dans la presse française les placards achetés à coups de millions pour dénoncer la répression menée par Téhéran ou soutenir des propositions de paix qui reprennent au mot près les formulations de Bagdad.

S'il est, dans ces conditions, évident que le devoir de tout révolutionnaire serait de défendre sans conditions un Etat qui aurait à faire face à une intervention directe de l'impérialisme — ce que l'on ne peut exclure pour l'avenir —, on ne peut non plus passer sous silence comment cette guerre a été mise à profit par le régime de la République islamique iranienne pour infliger aux masses iraniennes des coups terribles. Tous les partis ouvriers ou « populaires » qui continuaient d'exister aux premiers jours de la guerre sont aujourd'hui défaits. Plus de 7 000 exécutions ont eu lieu au moment de la vague de terreur menée contre les Moudjahidins. Le régime de Téhéran n'a jamais, bien au contraire, relâché sa pression militaire pour détruire le mouvement national kurde. Si l'on ajoute à cela le renforcement des institutions étatiques, le virage à droite de la politique économique du régime en matière de nationalisation ou de monopole du commerce extérieur, les atteintes systématiques aux libertés démocratiques les plus élémentaires, il est aujourd'hui toujours impossible de justifier cette guerre au nom de la défense de la révolution iranienne comme l'ont fait les staliniens du Tudeh et certaines organisations issues de l'extrême gauche qui avaient choisi de soutenir « de façon critique » le régime au nom de la priorité à la lutte anti-impérialiste ; jusqu'à ce que le régime leur envoie ses Pasdars selon le scénario aussi classique que tragique de ces révolutions trahies.

Le 25 mars 1985
Michel Rovere



BOLIVIE

L'épreuve de force n'est pas terminée

Après plus de deux semaines de grève générale, la COB a suspendu son mot d'ordre. Le gouvernement n'est pas tiré d'affaire. Entre la bourgeoisie et le mouvement populaire, l'épreuve de force est loin d'être terminée.

Grève générale le 4 février dernier, avec paralysie des transports ; marche de plusieurs centaines de mineurs de Huamuni le 26 février sur La Paz, avec grève de la faim ; manifestations quasi quotidiennes de mineurs dans la capitale ; grèves des banques et des administrations ; manifestations et occupations de terres dans les campagnes... C'est sous toutes ces formes que se traduit le mécontentement populaire.

Il a culminé, avec la grève générale entamée le 4 mars, par une marche sur la capitale de 50 000 manifestants dont 15 000 mineurs, réclamant « pain, travail et liberté », et la démission du gouvernement Siles Suazo.

Aggravation de la politique d'austérité

Cela constitue une réponse claire de la part de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) à l'aggravation de la politique d'austérité, seule réponse que le gouvernement trouve à apporter à la banqueroute économique du pays. Alors que l'inflation dépassait 2 000 % en 1984, le peso a été dévalué de 400 % le 9 février, provoquant une augmentation d'autant du prix des produits de première nécessité. Le salaire minimum, lui, n'a fait que doubler !

Curieux hasard : cette dévaluation, accompagnée de la libération des prix de

nombreux biens et services, est survenue juste une semaine avant que le gouvernement bolivien ne rencontre à New-York les cent-vingt-huit banques qui sont ses créancières. Cette rencontre s'est soldée par l'annonce d'un accord probable pour le paiement de quelques 700 millions de dollars, sur une dette totale de 4,5 milliards ! Façon sans doute d'essayer de faire oublier aux banques et aux institutions financières internationales que le gouvernement bolivien avait été contraint, en mai dernier, par la pression de l'ensemble des secteurs populaires organisés dans la COB, de décréter un moratoire unilatéral de sa dette !

La revendication de l'institution d'un salaire minimal, indexé sur la hausse des prix, constitue donc, avec le moratoire de la dette et la résistance aux exigences du FMI, un mot d'ordre capable d'unifier de nombreux secteurs de la population contre la politique d'austérité du gouvernement. Début mars, les syndicats exigeaient une augmentation supplémentaire des salaires de 200 %, celle survenue en décembre dernier étant insuffisante par rapport à la hausse du coût de la vie.

Le 14 mars, des négociations ont commencé entre une délégation des syndicats et le gouvernement : celui-ci s'est cantonné dans son refus face à la revendication principale des grévistes. En

même temps, les syndicats paysans ont annoncé qu'ils étaient prêts à marcher par dizaines de milliers sur la capitale, pour soutenir les mineurs et les ouvriers : or les mobilisations de 1983 et celles qui ont suivi ont déjà montré que les mobilisations paysannes pouvaient aboutir à un blocage des routes autour de la capitale et multiplier ainsi l'efficacité des grèves ouvrières.

Siles Suazo a fait appel à l'armée pour riposter à la paralysie de la capitale. La COB a finalement arrêté le mouvement le 23 mars, bien que le gouvernement n'ait pas cédé sur le salaire minimal, avec l'accord sur le contrôle des prix, un meilleur approvisionnement en produits de base et l'intégration au salaire d'une prime.

L'aggravation de la situation économique et sociale, ainsi que l'incapacité d'un gouvernement de collaboration de classe à résoudre la crise constituent donc un facteur de radicalisation et d'unification des luttes populaires. Le dernier congrès de la centrale syndicale unique l'a reflété.

A partir de septembre 1984, le PCB (Parti communiste bolivien) s'est trouvé minorisé dans la COB, payant ainsi sa participation à la gestion de l'UDP (Union démocratique populaire), la coalition au pouvoir. La Direction révolutionnaire unifiée (DRU)*, qui regroupe des partis et des courants syndicaux se situant sur le terrain de la lutte des classes, est devenue majoritaire.

Construire une alternative politique

Cependant, en raison même des difficultés que présente la situation sociale,

ce mouvement comporte des limites qui ne doivent pas être dissimulées : une perspective politique crédible, représentant une alternative véritable à la gestion de l'UDP, reste à construire. Cela paraît capital pour enrayer les dangers de découragement et de démobilitation des masses, et d'une urgence d'autant plus grande que la bourgeoisie et les partis conservateurs profitent de l'isolement croissant du gouvernement et de sa décomposition pour poser clairement la question de leur retour à la tête du pays. Pour cela, le MNR de Paz Estensoro et l'ADN de l'ex-dictateur Banzer jouent sur plusieurs tableaux : la menace toujours permanente du coup d'Etat, qui a servi de prétexte au gouvernement depuis deux ans pour museler les revendications populaires, mais aussi l'avancement de l'échéance électorale.

Là se manifeste bien l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement Suazo : après avoir capitulé devant les partis conservateurs en acceptant d'avancer les élections d'un an et de les fixer en juin 1985, il a invoqué la paralysie de l'administration qui résultait de la grève générale pour reporter le scrutin à juillet. Quoi qu'il en soit, ce dernier verra un affrontement avec la bourgeoisie. Dans ce cadre, les Conseils de coordination populaire, que cherche à former la DRU pour constituer un front unique ouvrier le plus large possible, auront un rôle central à jouer.

Sophie Joanny

* La DRU, constituée en mars 1984, regroupe le POR(U) (section bolivienne de la IV^e Internationale), les secteurs populaires du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), du Parti socialiste-Un (PS-1) et du Parti révolutionnaire de la gauche nationale (PRIN) de Juan Lechin.

ESPAGNE

100 000 à Madrid contre l'OTAN

La cinquième édition de la traditionnelle marche de Torreon dans la banlieue de Madrid, où est installée l'une des plus grandes bases américaines de la péninsule ibérique, a connu une mobilisation exceptionnelle. Cent mille manifestants se sont retrouvés à cette occasion pour clamer leur refus du maintien de l'Espagne dans l'OTAN comme le propose le PSOE et leur exigence de la fermeture des bases étrangères.

Cela augure bien de la campagne du mouvement antiguerre dans l'Etat espagnol dans la perspective du référendum sur la participation du pays à l'OTAN, courant 1986. Dans un premier temps, le PSOE participa aux mobilisations contre l'alliance impérialiste et la présence militaire étrangère. Puis il s'est honteusement renié : sous la pression des mobilisations, il a accepté l'échéance référendaire qu'il avait promis avant son arrivée au pouvoir, mais ce fut pour y défendre aux côtés de la droite le maintien de l'Etat espagnol dans les instances politiques de l'OTAN. Une trahison et un désengagement qui ne signifient pas un recul du mouvement antiguerre comme en témoigne le succès de la marche pacifiste du week-end dernier.

AFRIQUE DU SUD

L'ordre raciste à tout prix

Chaque week-end apporte son nouveau bilan des morts en Afrique du Sud. La folie meurtrière, qui découle de la nature même du régime d'apartheid, frappe sans discontinuer ceux qui se dressent contre le pouvoir blanc. A présent, à chaque enterrement de nouvelles victimes tombent sous les balles de la police.

En dix jours, quarante-quatre personnes ont été assassinées dans la région de Port-Elizabeth, zone d'implantation de l'industrie automobile, à l'est de Cap. Au moins dix-neuf morts tués à Langa, vingt-cinq ans jour pour jour après le massacre de Shar-

peville qui fit soixante victimes.

En moins de sept mois, depuis la nouvelle vague d'émeutes dans les cités noires, 245 personnes sont mortes, dont au moins 80 depuis le début de l'année. Sinistre comptabilité, et ces chiffres officiels donnés par la police sont sujet à caution...

Pourtant, tout ce sang versé ne met pas fin au cri de liberté lancé par le peuple noir sud-africain. Dimanche encore, 30 000 personnes ont pris part aux obsèques prévues trois jours plus tôt quand la police avait ouvert le feu sur la foule qui s'y rendait.

Plus de mille personnes sont détenues pour des actes politiques. Quand on sait le taux de mortalité parmi ces détenus, on ne peut que craindre pour leur vie : 57 personnes sont ainsi mortes en détention depuis 1963.

Le président Pieter Botha a été clair. Invoquant en permanence un complot communiste, il a déclaré : « Je vais maintenir l'ordre dans ce pays et personne au monde ne m'en empêchera. »

Il est vrai que tant que les gouvernements occidentaux se refusent à des sanctions et à l'isolement de l'Afrique du Sud, Botha est rassuré. Quand le chef de la diplomatie sud-africaine est reçu au Quai d'Orsay, ou quand les représentants de la fédération blanche de rugby discutent à Paris d'une coupe du monde à laquelle ils participeraient, ce sont autant d'atouts dans le jeu des racistes.

La violence qui embrase l'Afrique du Sud, la violence de la répression mais aussi la colère des masses noires contre le régime et ses collabos, n'est pas prête de s'éteindre. Colère spontanée des émeutiers des townships, mais aussi mobilisations croissantes des jeunes scolaires, des travailleurs et de leurs syndicats en marche vers une centrale unitaire. Le gouvernement sent bien la menace mortelle, qui a décidé d'interdire jusqu'au 31 mars les meetings de salle incitant au boycott scolaire, tandis que demeurent interdits les rassemblements en plein air. Le 29 mars, quinze responsables de l'UDF risquent la peine de mort.

Pour les dirigeants blancs d'Afrique du Sud, il n'y a pas de pris trop élevé au maintien de leur régime du moment qu'il se paye avec le sang des Noirs. La mise à bas de l'apartheid se chiffrera sans doute autrement.

J.-J. L.



INTERVIEW DE THIERRY JONQUET

Le numéro 2 000 de la Série noire

Un vieux flic à la retraite qui d'un saut de voiture rencontre à Paris un dirigeant du PCF.

Une obscure journaliste israélienne en mal de scoop qui traîne sa déprime à Tel-Aviv. Un Pavel Nocolaïevitch qui réunit la morgue aristocratique d'un descendant des Romanov et la froide efficacité bureaucratique d'un officier du KGB. Trois personnages de trois histoires policières? Non. D'une seule. C'est « URSS go home », le dernier polar de Ramon Mercader. Ramon Mercader ou Thierry Jonquet qui a accepté de répondre à nos questions.

● Pourquoi avoir pris deux signatures différentes?

Et bien cela recoupe deux types d'histoires d'inspiration complètement différente. C'est pour prévenir le

lecteur. Sous mon nom, Thierry Jonquet, il s'agit d'histoires intimistes, des huis-clos, comme *Mémoire en cage* ou *Mygale*. Des histoires à partir d'un quotidien qui dégénère et qui va

jusqu'à la folie. Sous le nom de Mercader, ce sont des histoires dont l'arrière-plan politique et historique est primordial. C'est *Du passé faisons table rase* sur le PCF, *Cours moins vite camarade* le vieux monde est devant toi sur la génération soixante-huitarde et *URSS, go home* sur l'Afghanistan.

● Pourquoi l'Afghanistan?

Il y a eu plein de polars sur les soldats américains au Vietnam et ce qu'ils sont devenus, les marchés de la drogue, la réinsertion difficile, etc. Toute proportion gardée, la situation de l'armée rouge est identique et j'ai voulu faire un polar là-dessus. Le titre est trompeur, raccolleur — il m'a été imposé par l'éditeur — parce qu'il veut profiter de la mode anti-soviétique actuelle. Le titre originel était

la Poudre de Kremlin-Pin-Pin; c'était quand même plus mignon...

● Ton prochain roman, « la Bête et la belle », qui va sortir le 11 avril a été choisi par Gallimard pour faire le n° 2000. Qu'est-ce que ça représente?

C'est une espèce de prix interne à la Série noire. Parmi les séries policières françaises, c'est la plus prestigieuse, ce qui en fait un petit événement littéraire avec un impact important dans le domaine du roman policier en général. Ils étaient à la recherche d'un n° 2000 et ils ont pris le mien. C'est arrivé comme ça. Le n°1, c'était Peter Cheney avec *la Môme vert-de-gris*, le n°1000 Jim Thompson avec *1 275 âmes*. C'est des grands noms du polar. C'est un voisinage qui m'impressionne.

Tu vas aussi passer à « Apostrophes », le 19 avril. C'est un peu la consécration. Est-ce que tu peux parler du sujet de « la Bête et la belle »?

C'est quelqu'un qui devient fou, qui craque. Mais ça ne se manifeste pas socialement. Chez lui, il entasse des ordures. L'idée m'est venue en lisant la presse. C'est un « fait divers » qui sert de base à une espèce de conte psychologique. Ça commence d'ailleurs par « Il était une fois... », après ça se gâte.

● C'est déjà une provocation de traiter une his-

toire assez sinistre sous forme de conte de fée?

C'est un peu en réaction à toutes les histoires policières classiques avec coups de feu, crissements de pneus et poursuites en voiture. Là, il n'y a rien de tout ça. Tout est feutré et glauque, il ne se passe rien de spectaculaire. C'est un conte hyper-réaliste, et c'est tendre. C'est une grande histoire d'amour, le problème c'est qu'on ne sait pas entre qui et qui. Il y a aussi un mystère, un suspense, mais qu'il est impossible de dévoiler. Et l'enquête n'aboutit pas, c'est consternant!

Propos recueillis par Sonia Folloni

Polar dans les kiosques

L'abondance des matières est telle que je vais négliger les réimpressions, les productions étrangères et me borner aux productions françaises, aux nouveautés.

Dans les « vrais » romans, signalons d'abord des productions sympathiques, *Si t'as peur, jappe*, de Marie et Joseph (Série noire), sorte de comique paysan réussi, et *le Manteau de Saint-Martin* (Joseph Bialot, SN), le Paris pittoresque de Strasbourg-Saint-Denis. *Une chute qui n'en finit pas* (Louis C. Thomas) est un honnête polar psychologique sans grande surprise (Denoël), et Delacorta, l'auteur de *Diva*, nous donne, chez Mazarine, avec *Vida*, le même genre d'histoire aventureuse, superficielle, agréable.

Les grands livres sont : *les Aventures du Capitain Elysée* (Dagory, Fleuve

noir), énorme farce sur le GIGN, constamment hilarant, *Etat d'urgence*, de notre ami Jean-François Vilar (Renaissance) où dans un décor parfaitement utilisé (Venise) s'entrecroisent intrigues et personnages, juges et brigadistes, journalistes blasés et ex-nazis. Très grand bouquin. *L'Envoûteur est dans l'escalier*, de Michel Lebrun (Fleuve noir, Engrenage), construit et écrit implacablement comme un polar classique, mais l'arme du crime est l'envoûtement; deux Pierre Siniac : *Carton blême* (Engrenage), fable à la 1984 où la police sélectionne les individus à protéger, terrifiant, et *les Enfants du père Eddy* (Néo), qui nous fait hurler de rire avec des momies baladeuses et des gangsters minables.

P.-L. Thirard



● Samedi 15 h (A2), France-Galles (pas la chanteuse...)

20 h 40 (TF1), Série noire: *le Tueur du dimanche* de José Giovanni avec Rufus.

22 h 15 (TF1), « Droit de réponse »: les médiateurs.

● Dimanche 20 h 35 (TF1), *les Sept Mercenaires* de John Sturges, avec Yul

Brinner, S. MacQueen, J. Coburn, C. Bronson. Adapté du célèbre film d'A. Kurosawa *les Sept Samourais*, vu récemment à la télé, le film de Sturges réunit tous les ingrédients du bon western. Yul Brinner y cabotine bien un peu trop, mais à quoi bon bouder son plaisir lorsque le plat est réussi?

22 h 30 (FR3), *l'Aventure de Mrs Muir* de Joseph L. Mankiewicz avec Gene Tierney, Rex Harrison et G. Sanders. De tous les films que tourna Mankiewicz, celui-ci est certainement le plus poétique, et le plus intimiste. Peu ou prou d'action, simplement

la découverte de l'amour par deux êtres dissemblables et pareillement déçus par la vie... Mrs Muir (G. Tierney superbe!) qui fut toute sa vie écrasée par sa famille, son milieu et son mari, trouve auprès de ce capitaine au long cours un enthousiasme et une soif de vivre qu'elle n'espérait plus. Quelle importance alors,

que cet homme fantasque et facétieux, qui lui parle si bien des « mers du Sud » et des « Falklands » ne soit qu'un simple fantôme?

● Mardi 20 h 40 (A2), « Dossiers de l'écran » consacrés à Yalta, et illustrés par un téléfilm de Jean Ellenstein.

20 h 35 (FR3), « Dernière scène » autour d'un bien médiocre film d'Henry King *Capitaine King* avec Tyrone Power, et *le Cavalier traqué* d'André de Toth avec R. Scott, un bon petit western en VO.

● Jeudi 20 h 35 (A2), *le Mur de la haine*, troisième et dernier épisode. 19 avril 1943, le ghetto de Varsovie

se soulève les armes à la main; sept cent cinquante juifs vont tenir en échec durant presque un mois plus de deux mille SS lourdement armés...

20 h 35 (FR3), *Judith Therpauve* de P. Chereau avec S. Signoret. Avec quelques années de plus, ce film illustre à merveille les illusions qui pouvaient être celles de la gauche, lorsqu'elle n'était pas encore au gouvernement, à propos des concentrations de presse menées par la droite; s'il revoit ce film, Robert Hersant ne manquera pas de se fendre la pipe... Pas nous, hélas!

● Vendredi 23 h (A2), Ni-

notchka d'Ernst Lubitsch avec Greta Garbo, M. Douglas, B. Lugosi. Le seul film américain dont l'anticommunisme ne soit pas primaire, mais subtilement amené, à partir des données classiques de la comédie. Voir les dépravés « camarades plénipotentiaires » se contaminer aux pires turpitudes du monde occidental, à coup de champagne, petits plats, et même faillir aux idéaux du marxisme-léninisme pour un amour de petit « bibi ». Ce film restera encore longtemps comme l'un des formes les plus policées de l'antagonisme Est-Ouest!

Michel Laszlo

NOUVELLE-CALEDONIE

Pisani veut anesthésier les Kanaks

Pisani a donc terminé sa mission. Il l'achève par un morceau de bravoure, une lettre ouverte « à un jeune Kanak » et une autre « à un jeune Calédonien ». L'ensemble est affligeant, un monument de paternalisme et de crétinisme chauvin.

● De notre envoyé spécial

« Fallait-il que vous soyez inconscient, vous et vos camarades pour détruire des fermes, massacrer des troupeaux, terroriser des exploitants agricoles et forestiers ? », demande Pisani à son interlocuteur kanak imaginaire. « Certains [les caldoches, NDLR] sont les descendants de longues lignées qui ont construit de leurs mains des élevages. » Plus loin : « Avant de détruire ce qui existe et de chasser ce qui encombre, vous êtes-vous interrogé pour savoir si vous êtes tout à fait capables de gouverner, d'administrer, de développer, de faire vivre ce que vous prétendez récupérer. (...) Vous avez droit à l'indépendance mais vous n'avez pas la capacité de la gérer seuls aujourd'hui. »

Visitant les tribus de Thio le vendredi 23 mars, Pisani avait dit que la souveraineté contiendrait « une construction économique (...) qui fasse place à ce qui existe déjà ». En un mot, plus ça change et plus c'est comme avant.

Quant au « jeune Calédonien », il lui parle de l'existence de « ceux qui sont à la tête des grandes affaires et qui se sont arrangés pour être à la tête d'une certaine politique. Ils détiennent tous les leviers, tous les pouvoirs. Ils ont monté une économie qui est tout entière négoce et non production ».

Curieux mélange d'argumentations qu'Edgard Pisani explique par l'interpellation suivante faite aux Calédoniens : « Il n'y a pas nécessaire identité entre vos intérêts immédiats et les intérêts supérieurs et permanents de la France. » Permanents !

Les bouchées doubles

Depuis quelques jours, Bertrand Delanoë, dirigeant du Parti socialiste, est à Nouméa, sans doute pour se substituer à Pisani durant l'absence de ce dernier, mais aussi mettre en place un rassemblement disposant d'un journal soutenant le projet gouvernemental. On parle aussi de plus en plus de l'installation d'une base militaire de plusieurs mil-

liers d'hommes avant même l'hypothétique indépendance.

Pisani a fait particulièrement porter ses efforts vers le FLNKS. A Thio, il a salué Eloi Machoro, tout en se déclarant responsable de sa mort. La déclaration lue à cette occasion par un militant du FLNKS ne manquait ni de culot ni de justesse : « Allez apporter cette parole à M. Mitterrand et dites-lui que les Kanaks de Thio et de toute sa région sont toujours sur le pied de guerre et que demain s'ils étaient encore trompés, ils repartiraient au combat. » Toute une série de réunions, en marge des rencontres officielles, se poursuivent avec certains militants du FLNKS.

Ce dernier vit sans doute un moment décisif pour son avenir et celui du pays. La direction n'a pris position pour le moment sur aucun problème décisif et la base apprend par la radio des informations éparses sur les rencontres avec les hommes du pouvoir.

La radicalisation demeure, même s'il manque sans doute une stratégie d'ensemble. Les séjours en brousse dans les tribus confirment la détermination de la population et son imagination pour structurer la lutte. Le samedi 30 mars va se tenir une convention nationale sur l'école à Houailou. Elle sera aussi l'occasion de parler du prochain congrès une fois le

Grève à Nouméa

Pour protester contre les licenciements par le maire RPCR Laroque des employés municipaux ayant participé à la manifestation FLNKS du 11 mars, l'USTKE a lancé un mot d'ordre de grève pour le lundi 25 mars. La grève est organisée unitairement par l'USTKE et l'USOENC. Des piquets de grève sont en place devant les ateliers municipaux et la grève, bien suivie, s'étend à l'hôpital.

rapport Pisani déposé. Mais le gouvernement est pourtant loin d'en avoir fini. Le peuple kanak attend toute autre chose de son indépendance que les racontars de Pisani sur la société pluri-ethnique. On demande aux Kanaks de renoncer à la violence pour mieux les anesthésier et leur faire avaler la pilule. La lutte engagée depuis le 18 novembre a placé la barre beaucoup plus haut aussi bien du côté kanak que de la droite locale.

Claude Gabriel



L'école populaire, à Ouvéa

Ouvéa est l'une des îles Loyauté, quelques milliers de personnes y résident. Ici c'est la pauvreté et l'absence de développement car le colonialisme a fabriqué une économie sous perfusion et y écoule ses marchandises.

● De notre envoyé spécial

La prise de conscience indépendantiste ne s'est pas faite ici sur le problème de la terre. Aux îles Loyauté, il n'y a pas vraiment de propriétaires terriens blancs. Mais c'est le rejet du paternalisme et la volonté nouvelle de vouloir construire une nation kanake qui animent le mouvement.

Le 23 mars, à Hwadrilla, le FLNKS organisait un grand rassemblement. Le bureau politique avait envoyé une délégation pour faire le point avec le comité local.

Dans l'île le problème n'est pas celui des caldoches — la plupart des Français sont partis — mais celui d'une partie des Kanaks, dont une chefferie aux alentours de Saint-Joseph au

nord est anti-indépendantiste. RPCR et LKS se sont alliés pour contrôler la municipalité ; contre leurs magouilles, les indépendantistes ont riposté. Le principal hôtel, puis la mairie et le hangar municipal sont incendiés.

La situation s'est aggravée lorsque les gardes mobiles ont envahi et saccagé la tribu de Lekin. Pisani comptait venir à Ouvéa pour calmer la situation mais il y renonça à la toute dernière minute : apprenant son opération « coup de pouce » à Thio le jour même, les Kanaks d'Ouvéa l'attendaient de pied ferme.

Et il y a eu depuis le boycott scolaire. Le FLNKS, dirigé ici par des militants du FULK, du PALIKA et de l'UC, a organisé au nord une « école populaire » regroupant plus de 150 gosses

de la maternelle au début du secondaire. Il y a peu de matériel, peu d'enseignants mais beaucoup d'enthousiasme. Les jeunes chômeurs sont invités à faire une « classe de jeunesse active » et on envisage même une classe pour adultes.

L'un des encadreurs explique qu'il faut d'abord changer la mentalité et offrir à tous le droit à la connaissance. Chacun a d'ailleurs conscience qu'il s'agit d'un pari difficile mais le boycott est d'abord politique. Il y a le sentiment, probablement juste, que seule la rupture franche avec l'ancien système permet à un peuple de construire sa propre histoire.

Au moment où ils expliquent avec tant de fierté les nouveaux programmes et l'alphabétisation en langue locale, ces militants du FLNKS ne savent pas qu'ailleurs leur organisation se pose la question de faire marche arrière et d'arrêter le boycott. Car l'opération est inégale, il n'y a peut-être que quatre ou cinq cas comme celui d'Ouvéa. A Canala, par exemple, 505 élèves sont encadrés par 66 éducateurs, mais l'absence de centralisation du Front sur cet-

te question a rendu le mouvement très inégal. A Ouvéa cependant on envisage d'ores et déjà d'ouvrir une seconde école pour le sud, très bientôt.

La réunion du 23 mars avait pour but de rappeler les objectifs du mouvement. Plus de 250 personnes sont passées à Hwadrilla ce week-end. Une tombola et un restaurant populaire étaient organisés au profit de la caisse locale. Deux meetings ponctuèrent le rassemblement. Un dirigeant local explique à propos de l'école : « Il y a ici plein de rejetés de l'école coloniale. A l'école populaire il ne faut plus qu'il y ait des rejetés, de chômeurs et de clochards. »

Tout le monde veut savoir ce qui se passe ailleurs, sur la Grande-Terre et en particulier à Thio, où Pisani vient de se rendre. Par deux fois, on nous presse de prendre la parole et de décrire la solidarité en France. Enfin le dimanche après-midi, on installe tant bien que mal une vidéo pour présenter un film tourné au cours du week-end parisien avec Jean-Marie Tjibaou. C'était tout simplement le bonheur et la fierté qui se liaient sur les visages.

C. G.